



UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO



Université d'Antananarivo

FACULTÉ DE DROIT – D'ÉCONOMIE – DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
DÉPARTEMENT SOCIOLOGIE

FORMATION PROFESSIONNALISANTE EN TRAVAIL SOCIAL ET
DÉVELOPPEMENT

(FPTSD)

« **Promotion : SEDRA** »

**MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES POUR L'OBTENTION DE LICENCE
PROFESSIONNELLE EN TRAVAIL SOCIAL ET DÉVELOPPE-
MENT**

« LE SECTEUR INFORMEL DANS LA RÉGION
D'ANALAMANGA : CAS DE LA VENTE DES
MÉDICAMENTS AUX FOKONTANY D'AMBOHIPO ET
D'AMBOLOKANDRINA »

Présenté par : RAMONJAVELO Cécilien

Option : Agent de Développement

Membres du jury

Président : Docteur ANDRIAMAMPANDRY Todisoa

Juge : Monsieur RAKOTOARIVELO Manohisoa

Encadreur pédagogique : ANDRIANASOLO RATSIMATAHOTRARIVO Laurent

Date de soutenance : 22 Octobre 2010

Année universitaire : 2009-2010



UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO



Université d'Antananarivo

FACULTÉ DE DROIT – D'ÉCONOMIE – DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
DÉPARTEMENT SOCIOLOGIE

FORMATION PROFESSIONNALISANTE EN TRAVAIL SOCIAL ET
DÉVELOPPEMENT

(FPTSD)

« **Promotion : SEDRA** »

**MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES POUR L'OBTENTION DE LICENCE
PROFESSIONNELLE EN TRAVAIL SOCIAL ET DÉVELOPPE-
MENT**

« LE SECTEUR INFORMEL DANS LA RÉGION
D'ANALAMANGA : CAS DE LA VENTE DES
MÉDICAMENTS AUX FOKONTANY D'AMBOHIPO ET
D'AMBOLOKANDRINA »

Présenté par : RAMONJAVELO Cécilien

Option : Agent de Développement

Membres du jury

Président : Docteur ANDRIAMAMPANDRY Todisoa

Juge : Monsieur RAKOTOARIVELO Manohisoa

Encadreur pédagogique : ANDRIANASOLO RATSIMATAHOTRARIVO Laurent

Année universitaire : 2009-2010

**« LE SECTEUR INFORMEL DANS LA RÉGION
D'ANALAMANGA : CAS DE LA VENTE DES
MÉDICAMENTS AUX FOKONTANY D'AMBOHIPO ET
D'AMBOLOKANDRINA »**

Remerciements

Ce présent mémoire est l'aboutissement d'un cycle d'études de trois ans pour l'obtention du diplôme de licence professionnelle en travail social et développement qui n'aurait pas été mené à bien sans l'aide et les conseils de nombreuses personnes ainsi,

Je tiens tout d'abord à remercier très chaleureusement mon encadreur Monsieur ANDRIANASOLO RATSIMATAHOTRARIVO Laurent, qui dirige mes travaux depuis le début jusqu'au terme de la réalisation de ce présent mémoire, pour sa disponibilité, pour la constance de ses encouragements et pour son soutien. Je remercie également ici vivement Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial, Directeur de la Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement(FPTSD), ainsi que tous les corps enseignant et administratif de la formation d'avoir bien voulu nous dispenser leurs connaissances et de nous avoir encadré durant les trois années de cursus.

Ma reconnaissance va également au personnel et responsables du fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina qui nous a donné satisfactions en répondant aux questions et en nous livrant les données nécessaires. Et que toutes les personnes qui ont accepté de m'accorder des entretiens soient également ici chaleureusement remerciées, et m'ont accordé de leur temps pour répondre aux questionnaires elles ne liront sans doute jamais cet ouvrage...

Enfin, j'exprime ici ma plus profonde gratitude envers tous ceux de mon entourage qui m'ont entouré et encouragé. Parmi eux, ma famille qui a été très présente dans ce travail, pour leur soutien moral, leur aide concrète et leur indéfectible disponibilité. Et également toutes personnes qui ont contribué, de près ou de loin, pour mener à terme cette étude.

Sommaire

Introduction générale

PARTIE I : APPROCHE CONCEPTUELLE DU SECTEUR INFORMEL À MADAGASCAR

Chapitre I : Critères et facteurs favorisant le secteur-informel à Madagascar

Chapitre II : L'économie informelle et les effets de la globalisation

Partie II : ÉTUDE ANALYTIQUE DE L'ACTIVITÉ INFORMELLE DANS LES FOKONTANY D'AMBOHIPO ET [D'AMBOLOKANDRINA](#)

Chapitre III : Caractéristiques socio-économiques d'Ambohipo et d'Ambolokandrina

Chapitre IV : Corrélation entre les clients et fournisseurs

Chapitre V : Opérationnalisation des hypothèses

PARTIE III : APPROCHES PROSPECTIVES

Chapitre VI : Difficultés rencontrées et stratégies adoptés

Chapitre VII : Suggestions

Conclusion générale

Références bibliographiques

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des graphiques

Liste des abréviations

Annexes

Résumé

Mots clés

CURRICULUM VITAE

Présentation du document

Introduction générale

1-Généralités

Depuis une cinquantaine d'années, l'Afrique est le lieu de débat très important concernant son développement. Rapporté au socialisme ou au capitalisme, celui-ci est couplé actuellement avec la démocratie. La bonne gouvernance, depuis les années quatre vingt dix(90), est au centre de celle-ci. Mais ces débats sur les questions politiques, économiques, sociales, de gestion de la chose publique laissent un peu de côté la question fondamentale qui est celle des savoirs et des connaissances produits par les sociétés africaines et dans les sociétés africaines. Et aussi les connaissances que les sociétés africaines pourraient conquérir à l'extérieur pour se les approprier et les utiliser dans leur propre stratégie.

Beaucoup pensent qu'un vrai développement sur le continent africain ne peut se faire que si la question des savoirs est résolue de manière adéquate et que si le développement ne soit pas seulement ramené à une question de choix politique, une question de financement ou une question d'organisation technique. Il y a aussi au fond une question de caractère philosophique, qu'est ce que les africains savent? Comment doivent-ils faire pour intégrer les connaissances d'une manière continue à l'intérieur de leur société et les enrichir ? Sous quelles formes et dans quelles conditions, s'approprier les connaissances des autres parties du monde ? La tradition orale ne pouvant conserver le souvenir que de quelques générations, les archives étendent la perspective historique d'une manière indéfinie¹.

L'urbanisation dans les pays du sud connaît une augmentation spectaculaire depuis le siècle dernier. Des années cinquante(50) aux années soixante-dix(70), on a assisté à une urbanisation sans industrialisation². À cet effet la persistance de migrations du rural vers l'urbain à eu deux conséquences : l'augmentation de la part du secteur informel, et l'augmentation de la part des activités de circulation (commerce et transport) et des services publics par rapport aux activités de production du secteur privé.

¹ Rocher G., *Parsons T. et la sociologie américaine*. Paris : Les Presses universitaires de France, 1972, 238 pp. Collection SUP le sociologue, n°29.

² Magazine trimestriel, La chronique du CEPED (Centre français sur la population et le développement) « *la transition urbaine est-elle achevée en Afrique sub-saharienne ?* » Juillet-Septembre 1999, n°34.

Vulgarisées par l'Organisation Internationale du Travail(OIT) dans les années soixante-dix(70), l'expression et la notion de « secteur informel »³ ont pris de l'ampleur surtout dans les « pays en développement ». Cela est accru par les phénomènes du chômage et de l'inflation. La crise économique qui suivit la crise du pétrole de 1973 et les réformes introduites par les programmes d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, ont aggravé le fossé entre les riches et les pauvres dans les pays en développement. Cet écart profond allait parallèlement avec le développement du secteur informel : la plupart des personnes ont rejoint l'économie informelle parce qu'elles ne peuvent trouver d'emploi ou lancer une entreprise dans l'économie formelle.

En Afrique, par exemple, le travail informel a représenté ces quelques dix dernières années près de 80 pour cent de l'emploi non agricole, plus de 60 pour cent de l'emploi urbain et plus de 90 pour cent des nouveaux emplois⁴. Il faut noter aussi que celui qui travaille dans le secteur informel n'est pas forcément pauvre, et celui qui travaille dans le secteur formel n'échappe pas nécessairement à la pauvreté.

Cependant dans le monde, il est un fait que le pourcentage de pauvres est beaucoup plus élevé dans l'économie informelle que dans l'économie formelle. Plus de la moitié des populations des pays en développement survivent grâce au secteur informel. Compte tenu de la faible augmentation des emplois, la proportion ne peut aller qu'en s'amplifiant ; car l'État n'arrive plus à satisfaire les besoins fondamentaux de sa population dans tous les domaines : l'emploi, la santé, le logement ou l'éducation.

³ Parfois aussi appelé « secteur non structuré » ; « économie informelle » ; « économie souterraine ». L'expression « secteur non structuré » a souvent été utilisée avant juillet 1999 pour traduire « informal sector » et figure donc fréquemment dans les titres des programmes et réunions ainsi que dans les citations de certains chercheurs, penseurs et analystes.

⁴ Charmes J., cité dans « *les femmes et l'emploi dans le secteur informel : mondialisation et organisation (WIEGO)* », deuxième réunion annuelle, 22-23 mai 2000, Cambridge, Massachusetts.

2- Choix du thème et du terrain d'enquête

Tout d'abord à Madagascar plus particulièrement dans l'ex-province⁵ d'Antananarivo, « l'économie populaire » a existé, continue d'exister avec ou sans crises. Elle est tout simplement un mode de vie qui englobe le social en interaction avec l'économie et le culturel dans des pratiques simples qui s'accommodent aux réalités vécues par l'immense majorité de la population, et s'adaptent aux besoins les plus élémentaires d'une société, ancrée dans ses valeurs morales et culturelles, propre à la société malagasy. Du point de vue des groupes ethniques qui le pratiquent, l'approche historique a donc été importante pour comprendre l'enracinement du secteur informel dans les pratiques populaires en matière économique, sociale et culturelle. Les habitants des hautes terres centrales plus précisément les Merina et les Betsileo avaient déjà comme coutume le « marchandage ». Ils pratiquaient les migrations définitives. Comme l'a énoncé **Decary R. (1941)** : « *le mobile migratoire demeure le désir d'enrichissement, se manifestant sous un double signe : commerce et culture (...); les émigrés rayonnent dans toute l'île d'une manière identique, ils s'installent dans les centres urbains ou les villages où ils ouvrent boutiques, ils achètent aux autochtones les produits du sol (...) et revendent des tissus des objets fabriqués, du riz* ».

Dans la plupart des pays en développement, le secteur informel est qualifié comme mode d'insertion privilégié de la main d'œuvre sur un marché du travail touché par la « crise ». Ce secteur est donc beaucoup plus développé dans les pays pauvres que dans les pays riches. À Madagascar où la population active est évaluée à 11 millions (dont 60% sont sous employés et 73 % travaillent dans le secteur informel), des nombreux travailleurs sont contraints à la double, voire à la pluri-activité, notamment les fonctionnaires particulièrement mal rémunérés.⁷ Un demi-siècle après son indépendance politique, Madagascar se trouve encore en bas de la liste des pays en développement. Il y a une croyance générale, parmi les lettrés malgaches, que Madagascar était au même niveau de développement que le Japon en 1896⁸. La colonisation et les crises politiques qu'elle a traversées auraient contribué à laisser la grande île dans l'état de non-développement.

⁵ En 2007 suppression des provinces autonomes au profit des régions

⁶ Decary R., « *Modalités et conséquences de migrations intérieures récentes des populations malgaches* ». Tananarive, Imprimerie officielle, 1941. p.34.

⁷ Article paru dans le journal l'Express de Madagascar Édition n°4669 daté du 21-07-2010.

⁸ Le journal du cinquantenaire n° hors-série, Juin 2010, édité par le groupe Express de Madagascar.

La crise socio-politique de ce dernier temps qui est sans doute l'une des plus violentes et meurtrières, mais surtout la plus longue parmi celle que la grande île a déjà connue, a laissée un grand vide dans le monde du travail à Madagascar, notamment dans la capitale, ville la plus peuplée et la plus cosmopolite de l'île.

En effet, cette crise, qui a déjà fait beaucoup de ravages à cause des actes de vandalisme (incendies, pillages,...) des locaux de diverses entreprises sises dans la ville et ses alentours, continue de décimer l'univers de l'emploi. Les statistiques officielles du ministère de la fonction publique avancent un taux de chômage de 2,7% à Madagascar, soit 84% de la population en âge de travailler sont en chômage surtout dans les grandes villes ou ex provinces.

À Antananarivo on dénombre actuellement plus de quatre cent mille nouveaux chômeurs, chiffre avancé par le Bureau international du travail (BIT). Cet organisme qualifie de chômeur « *une personne active qui travaille moins de deux heures par jour* ». Toute cette tranche de population s'engouffre aujourd'hui dans l'activité informelle.

Le secteur informel n'a jamais été aussi florissant surtout chez le petit commerce et la vente ambulante, la Banque Mondiale estime que les activités informelles ont augmenté de 13% en 2009⁹. Malheureusement, c'est aussi le principal signe de pauvreté d'une population. À Antananarivo, depuis ces derniers temps, presque chaque mètre carré dans les principales artères de la ville, de la rue est désormais occupé par un taxiphone, un gargotier ou un vendeur de cacahuètes, de friperies... Les entreprises franches ne recrutent plus et les autres secteurs sont plutôt au dégraissage de personnel. Le chômage et les calamités qu'il engendre rendent difficile le quotidien de la plupart des Antananariviens.

Dans l'agglomération d'Antananarivo, plus précisément dans les quartiers d'Ambohipo et d'Ambolokandrina, le secteur informel se présente sous une autre forme. Les différents types d'activités informelles susmentionnées y existent. Mais ces « quartiers-carrefour » sont aussi connus par la présence de vendeurs illicites de médicaments. Dans ces quartiers, dès que vous débarquez du terminus du taxi collectif ou si vous êtes de passage à pied ou bien en voiture particulière, vous pouvez déjà remarquer le phénomène, "Voulez-vous acheter du médicament ? Je peux vous en proposer à un prix abordable", insistent les intermédiaires des officines illégales dans ces quartiers.

⁹ www.worldbank.org

Puisque le thème de ce mémoire concerne le secteur informel cas des officines de la rue, nous avons choisi nos terrains de travail dans ces localités : quartiers de la capitale qui sont connus pour être truffés d'officines illégales de médicaments.

Toutes ces considérations nous amènent à adopter le thème : « **Le secteur informel dans la région d'Analamanga : Cas de la vente des médicaments aux fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina** ». Ce thème a été choisi dans le but d'appréhender (comprendre, concevoir, apprendre) les réalités des provenances, mouvements et/ou circuits des médicaments de rue qui ont changé le niveau de vie de certaines couches de population, dans ces quartiers qualifiés comme les plus cosmopolites et les plus animés dans la « ville des mille ».

3- Problématique

À Madagascar plus particulièrement à Antananarivo, les gens ont l'habitude de faire des achats dans la rue ; selon eux c'est là qu'ils peuvent « marchander ». Pour bien mener à terme cette recherche sur ce concept difficile à saisir où chaque individu expose son avis, nous devons donc répondre à cette question : **Quelles sont les fonctions du secteur informel dans le processus du développement ; en d'autres termes la relation entre le secteur informel et la démocratisation actuelle ?**

4- Hypothèses

Pour bien délimiter nos champs d'investigation, voici les hypothèses qui nous aideront à répondre à notre problématique :

- ☞ Le secteur informel qui constitue une sphère à part entière dans le système économique, est un élément fondamental dans les mécanismes amortisseurs de la pauvreté ;
- ☞ L'activité informelle permet à certains jeunes actifs diplômés ou aux anciens étudiants sortants de l'université de débiter leur expérience/carrière dans le monde du travail faute d'insertion professionnelle ;
- ☞ Les officines de la rue sauvent/allègent pour l'instant le besoin /le calvaire de certaines catégories de la masse populaire vu la hausse des prix des médicaments dans les pharmacies. (prix en détail)

5- Objectifs

a) Objectif global

Vu l'ampleur de la crise, plus de la moitié de la population malgache gagne leur pain en travaillant dans le secteur informel. Ce dernier est considéré non seulement comme un moyen de « survie » mais aussi de subsistance d'une population vivant dans un État fragile qui s'appauvrit nuit et jour. La responsabilité de l'État est donc indéniable dans la prolifération des micro-entreprises ne voulant pas s'intégrer dans le secteur formel.

On reproche souvent au secteur informel, qu'il n'apporte rien à l'État, en impôts et taxes. Les pharmaciens se plaignent eux aussi à plusieurs reprises de cette concurrence « déloyale » et qui met en danger la santé. L'objectif serait de trouver ou d'apporter une nouvelle vision des acteurs économiques du secteur informel. Au lieu de tout mettre sur le dos du secteur informel, on doit désormais avoir une vision plus positive vis-à-vis de ce secteur qui serait le plus dynamique du pays.

b) Objectif spécifique

L'objectif spécifique de cette recherche est d'appliquer la lecture en termes d'économie populaire dont l'axe se situe dans l'existence et la continuité des éléments de longue période qui ont contribué à la constitution de son économie. L'objectif est donc de changer la vision sur le secteur informel, et de le lire en tant qu'économie populaire et non pas comme secteur qui attend de s'intégrer dans le système économique moderne. Pour appliquer cette lecture au cas de Madagascar, deux localités ont été choisies, les fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina afin d'analyser l'économie populaire et de comprendre son enracinement.

6- Méthodologie

a) Méthodes et concepts d'analyse

Théories : Comme nous le savions déjà les études universitaires se basent sur les trois critères suivant : conceptualiser, théoriser et illustrer. Ce qui veut dire que « *la recherche scientifique exige de la part du chercheur un engagement à l'endroit de certaines valeurs : celles de l'univers scientifique défini comme une sous-culture. Il est indéniable que l'univers scientifique comporte une éthique particulière à laquelle le chercheur doit soumettre son action en tant que chercheur. Il doit, par exemple, accepter la primauté de la vérité et de l'honnêteté intellectuelle dans la recherche. Il doit également être fidèle à certains canons de la démarche scientifique¹⁰ ».*

D'où tout au long d'une recherche académique, il faut procéder toujours par des théories qui pourront nous aider à comprendre et à interpréter les faits et/ou les phénomènes au sein d'une société ou d'une communauté. Nous avons choisi comme théorie d'analyse, « la théorie sur les lois de l'imitation » de **Tarde G. de** dans son ouvrage « *Les lois de l'imitation (1890)* »¹¹. Dans cet ouvrage, l'auteur insiste que la société est un niveau de réalité dont le propre est de fonctionner à l'imitation généralisée ; imitation à laquelle notre époque fournit des moyens de plus en plus diversifiés et efficaces, dont nous ne saisissons qu'encre obscurément les implications « *l'être social, en tant que social, est imitateur par essence, et l'imitation joue dans les sociétés un rôle analogue à celui de l'hérédité dans les organismes ou de l'ondulation dans les corps bruts (...)* Souvent l'individu innove à son insu, et à vrai dire, le plus imitateur des hommes est novateur par quelque côté ».

¹⁰ Rocher G., « *Parsons T., et la sociologie américaine* ». Paris : Les Presses universitaires de France, 1972, 238 pp. Collection SUP le sociologue.

¹¹ Tarde G. de, « *Les lois de l'imitation* ». Première édition : 1890. Texte de la deuxième édition, 1895. Réimpression. Paris : Éditions Kimé, 1993, 428 pp.

Actuellement, dans la société malgache presque la plupart des gens ne font qu'imiter son voisin ou son entourage. Si quelqu'un s'enrichit dans telle activité, tout le monde veut en faire autant pour devenir riche. Pour appuyer l'idée de **Tarde G. de, Mauss. M** dit que « *chacun parle à sa façon sa langue maternelle, chaque auteur finit par se constituer sa syntaxe, son lexique préféré. De même chaque individu se fait sa morale, a sa moralité individuelle. De même chacun prie et adore suivant ses penchants. Mais ces faits ne sont pas explicables si l'on ne fait appel, pour les comprendre, qu'aux seuls phénomènes individuels ; au contraire, ils sont explicables si l'on part des faits sociaux* »¹².

- **Sociologie urbaine et la sociologie rurale:** la sociologie allemande considère que le développement de la ville est une composante essentielle de la rationalisation du monde moderne. Pour les auteurs classiques comme **Sombart W.** (1863-1941) la ville est le berceau de l'individualisme et l'esprit du capitalisme. « *De même que l'individualisme ne trouve son aliment que dans les villes, d'autres traits du capitalisme,-intellectualisme, rationalisme, habitude de calcul,-n'ont pu se développer qu'au sein et dans l'atmosphère des villes* »¹³.

Durkheim E. discerne dans le développement de l'urbanisation et la mobilité géographique qu'il entraîne, un « processus d'individualisation ». Celui-ci, fruit de la division du travail, est conforme à la solidarité organique caractérisant les sociétés modernes. **Sauvy. A.** constate que les villes des pays du Tiers Mondes connaissent une croissance urbaine deux fois plus que celle des pays développés au XIX^{ème} siècle, il parle d'explosion urbaine. Elle est due principalement : à l'exode rural à un important potentiel de fécondité de la population urbaine, du fait de sa structure par âges.

¹²Mauss M. (1901), *Œuvres*. 3. « *Cohésion sociale et division de la sociologie* » Chapitre 2, p. 139 à 177. Collection le sens commun. Paris : Les Éditions de Minuit, 1969.

¹³ Collection aide-mémoire sciences sociales troisième édition 2002 Edition SIREY. 411p.

b) Techniques

Pour réaliser l'étude, l'approche multidisciplinaire et participative a constitué la méthodologie de base. Elle s'appuie essentiellement sur la consultation des documents, la collecte d'informations, le traitement informatique des données recueillies, la méthode d'élaboration des questionnaires. Toujours dans cette démarche méthodologique nous procédons à une approche pluridimensionnelle qui nous permettrons de répondre à la diversité des questions posées concernant particulièrement le secteur informel à Madagascar ; plus précisément sur le cas des officines de la rue. Aussi, les sources et les outils employés sont caractérisés par une grande hétérogénéité car ce sujet est à la fois sociologique, économique, géographique et historique ; et que le secteur informel à Madagascar se trouve dans toutes sortes d'activités ce qui rend difficile notre travail de recherche.

Pour mieux cerner notre sujet et avoir une plus grande lisibilité et visibilité des facettes qu'il présente, nous proposerons une méthodologie d'approche comparative et pluridimensionnelle.

i. Exploration

Il n'y a pas de recherche sans documentation qui permette de faire le point sur la problématique posée. C'est une partie du travail qui nous a pris l'essentiel de notre temps car il fallait faire au moins l'ensemble des bibliothèques et centres de documentations auxquels nous pouvions accéder dans la mesure de notre disponibilité et surtout de nos moyens financiers. Nous avons aussi sélectionné des articles, des revues, des ouvrages, des notes de cours afférents à notre thème et à notre sujet de recherche. Force est de reconnaître ici et maintenant l'apport très important des cours de méthodologie et de théorie auxquels nous avons assisté et participé durant les trois années de cursus. En outre, nous avons visités :

- ☞ Le CERS ou Centre d'Étude et de Recherches en Sociologie du département de sociologie de l'université d'Antananarivo ;
- ☞ Les Archives nationale de TSIMBAZAZA ;
- ☞ La Bibliothèque nationale, la bibliothèque municipale et la bibliothèque universitaire de l'université d'Antananarivo ;
- ☞ L'Institut de Recherche pour le Développement ou IRD qui se trouve à Ambatoroka.

Nous avons aussi consulté des ouvrages ou des articles qui ont des relations avec notre thème de recherche. Sans oublier aussi de mentionner les données que les deux chefs fokontany nous a octroyées. Après confection de notre bibliographie et après avoir parcouru toutes ces sources, nous nous sommes mis à la confection de fiches de lecture. De temps en temps, nous faisons une descente dans l'un de ces deux fokontany. C'est à la suite de tout cela que notre problématique a vu le jour et que le sujet, les hypothèses et la question de recherche ont été davantage précisés.

ii. Échantillonnage

« L'échantillonnage est l'opération qui consiste à prélever un certain nombre d'éléments, c'est-à-dire un échantillon dans l'ensemble des éléments qu'on veut observer ou traiter. L'échantillonnage est donc l'ensemble des éléments à propos desquels on va effectivement recueillir des données »¹⁴. En d'autres termes, l'échantillon est une petite partie de quelque chose, un représentant de la population totale d'où son caractère de représentativité utilisé dans le souci d'expliquer certains traits généraux d'un fait donné.

Nous avons opté pour deux formes d'échantillons. Pour les données quantitatives, nous avons recouru à un échantillon à caractère non probabiliste à savoir l'échantillon par quotas qui est un des types d'échantillon des plus utilisés de nos jours. Dans cette recherche nous avons divisé nos échantillons en trois catégories. D'abord du côté des clients nous avons pris trente(30) échantillons des différentes classes sociales ; sur les intermédiaires nous avons pris aussi trente(30) échantillons à savoir quinze (15) par quartier et seulement cinq(05) envers les patrons. (Cf. Tableau n°01). Notre base de sondage se réfère d'abord à la monographie de ces deux fokontany et de nos propres données collectés lors de l'entretien.

¹⁴ Albarello L., (1995) : « Recueil et traitements quantitatifs des données d'enquête » in Pratiques et méthodes de recherche en sciences sociales, Paris, Armand colin, P.39.

Tableau n°01 : Tableau d'échantillonnage quantitatif

Catégories des échantillons	Nombre d'unités	Pourcentage (%)
Patrons	05	08
Intermédiaires	30	46
Clients	30	46
Totaux	65	100

Source enquête personnelle 2010

Puisque notre recherche se base sur les officines de la rue dans ces deux lieux nous avons divisé nos échantillons sur les catégories suivantes. D'abord chez les intermédiaires nous avons pris trente(30) individus, c'est pareil aussi chez les clients et vu les difficultés de rencontrer les patrons comme nous l'avons déjà énoncé dans les limites de la recherche nous n'avons pas pu rencontrer que cinq(05) d'entre eux. Nous avons sélectionné des informations-clés pertinentes, qui nous semblent utiles pour cette recherche. Nous avons cherché à sélectionner ceux qui pouvaient remplir les critères suivants : disponibilité, objectivation des traits de sa culture d'appartenance... C'est ainsi que nous avons été amené à nous entretenir avec :

- ☞ Les responsables de ces deux fokontany, et les anciens résidents ;
- ☞ Les clients ;
- ☞ Les intermédiaires et leurs patrons.

iii. Techniques de recueil

Comme nous l'avons souligné ci-dessus, une triangulation des méthodes qualitatives (d'enquête) et quantitatives (validation) a été faite dans le cadre de cette étude c'est-à-dire la combinaison de plusieurs méthodologies de recherches dans l'étude du même phénomène. C'est une stratégie méthode-appropriée de fonder la crédibilité des analyses qualitatives. Le but de la triangulation dans la recherche qualitative est d'augmenter la crédibilité et la validité des résultats.

Il nous est possible de recourir à plusieurs techniques de collecte mais, compte tenu du temps et des moyens logistiques et financiers dont nous disposons, quelques-unes ont été privilégiées dans la kyrielle existante. Celles qui nous ont semblé adéquates ou plus pertinentes sont les suivantes :

Questionnaires pour les acteurs

Notre questionnaire est composé de cinq (05) parties ou rubriques au niveau desquelles nous avons disséminé un total de quarante quatre(44) questions. Du point de vue catégorisation nous y trouverons des questions de fait, d'opinion, d'action mais aussi bien des questions fermées précédées des ouvertes, autant que des questions indirectes. L'administration du questionnaire a duré entre cinq(05) à dix(10) minutes selon la disponibilité de l'interviewé.

L'observation documentaire

Des documents contenant un certain nombre d'information récente sur le phénomène étudié nous ont dispensé de faire une enquête sur ces éléments. Les données historiques dont nous disposons nous ont permis de suivre l'évolution des phénomènes en question. Notre analyse documentaire se base sur les ouvrages multidimensionnels. Dans le domaine bibliographique c'est-à-dire les recherches documentaires que nous avons menées pour cette recherche, c'est d'abord les documents ou les ouvrages généraux, spécifiques des grands auteurs classiques et modernes comme **Mauss M., Tarde G., Durkheim E., Bourdieu P.**, relatifs à notre sujet. Et aussi les documents et publications officielles (journaux, articles, magazines,...) qui ont rapports avec notre sujet. Nous avons utilisé comme instrument d'analyse les données statistiques de l'Institut National de la Statistique(INSTAT) et de la Banque Mondiale.

Ces différents documents ont été collectés et consultés auprès des bibliothèques de la capitale. Malheureusement certaines de ces bibliothèques sont fermées pour cause d'inventaire ou tout simplement de vacance ou congé annuel. Tout ceci ne nous empêche pas de nous avancer sur les recherches car nous avons largement bénéficié des nouvelles pédagogies/Technologies l'Information et de la Communication (NTIC).

7- Limites de la recherche

Les phénomènes sociaux, plus que tous les autres, ne peuvent être étudiés en une fois dans tous leurs détails, tous leurs rapports. Ils sont trop complexes pour qu'on ne procède pas par abstraction et par divisions successives des difficultés. Jusqu'ici les ouvrages et les recherches concernant le secteur informel à Madagascar sont rares voire inexistantes. Il y existe des divergences sur les statistiques, par exemple l'Observatoire malgache de l'emploi et de la formation professionnelle continue et entrepreneuriale (Omef)¹⁵ auprès du ministère de la Fonction publique, du travail et des lois sociales estime que 73% des population actives travaillent dans le secteur informel par contre les analystes des institutions internationales comme la Banque Mondiale avancent un chiffre de plus de 80%.

Durant les deux dernières crises que le pays à traversées, la part de la population qui survit grâce à l'informel a augmenté. Actuellement, presque dans tout Madagascar que ce soit en milieu rural ou urbain on peut trouver certains types de médicaments (paracétamol, aspirine...) dans les épiceries. Pourtant selon la loi en vigueur la vente des médicaments est confiée aux pharmaciens légales, c'est ce qui complique notre travail de recherche. C'est pourquoi nous avons limité notre travail dans deux quartiers même s'il existe aussi ce type d'activité dans d'autres quartiers d'Antananarivo comme le cas des 67ha et d'Andravoahangy¹⁶.

La majorité des acteurs du secteur de la vente illicite des médicaments, sont des anciens étudiants de l'université d'Antananarivo, conscients de « l'informalité », voir de « l'illégalité » de leur activités, préfèrent l'anonymat et fuient toute forme d'approche (interview, questionnaires). Beaucoup restent à étudier sur ce sujet polémique entre les pharmaciens, l'État et les officines de la rue concernant les provenances de ces médicaments et surtout les concurrences qu'ils qualifiées de déloyales. Nous n'avons pas questionné sur les impacts de cette activité sur les régions d'origines des acteurs.

¹⁵ www.omef.mg: crée en 2004, il a pour mission de mettre en place un ensemble d'outils au service des acteurs publics et privés en matière de promotion de l'emploi et d'accroissement des revenus de la population.

¹⁶ Article paru dans le quotidien Madagascar matin édition n°0187 du 05 février 2010 rubrique société.

Toujours sur cette démarche méthodologique nous avons basé notre terrain sur des techniques vivantes comme les questionnaires qui nous permettent d'éclaircir et d'identifier les circuits de cette activité qualifiée « d'illégale » et aussi l'avis des clients ou des acheteurs. En ce qui concerne les questionnaires nous les avons classés en cinq(05) (cf. annexe). Et ce qui complique notre enquête est que la plupart des patrons dans cette activité ne voulait pas nous répondre par peur de divulgation de leur source. C'est pourquoi nous avons limité notre questionnaire dans cette démarche. Il y a certaines questions auxquelles enquêtés surtout les patrons ne répondent pas ils disent tout simplement que c'est leur propre affaire/domaine. Pour remédier à ces problèmes nous avons décidé de ne pas nous présenter comme des enquêteurs envers certains enquêtés mais juste tout simplement comme un client ou bien comme un intéressé qui veut faire aussi cette activité.

8- L'annonce du plan

Notre réflexion s'articule autour de trois parties. Dans la première partie nous parlons de l'approche conceptuelle du secteur informel à Madagascar, dans la seconde nous procédons à l'étude analytique de l'activité informelle dans les quartiers d'Ambohipo et d'Ambolokandrina et enfin la dernière partie est consacrée aux réflexions et recommandations concernant l'activité informelle à Madagascar.

PREMIÈRE PARTIE :

APPROCHE CONCEPTUELLE

DU SECTEUR INFORMEL

À MADAGASCAR

PREMIÈRE PARTIE : APPROCHE CONCEPTUELLE DU SECTEUR INFORMELLE À MADAGASCAR

En tant qu'agent de développement, avant d'entrer dans la matière qui fait l'objet de ce mémoire, il nous semble évident de consacrer une partie de cette recherche sur le concept du « sous-développement ». Même si c'est un problème complexe qui n'a pas de définition universelle. Ce terme polysémiques, est devenu un des principaux objets d'études et domaines de recherches des nombreux chercheurs, penseurs. Et aussi un des principaux soucis des plusieurs dirigeants depuis le siècle dernier. Ainsi, dans cette première partie nous allons essayer disséquer tout au long du premier chapitre l'origine ou le fondement du pullulement de ce concept et en second lieu nous allons parler du secteur informel proprement dit.

Chapitre I : Critères et facteurs favorisant le secteur-informel à Madagascar

Comme nous l'avions déjà mentionné antérieurement, le secteur informel n'est autre que l'impact négatif du sous-développement et il ne se développe que dans les pays en développement. C'est pourquoi tout au long de ce premier chapitre nous allons parler de ce concept, des critères et des facteurs qui déclenchent ce problème planétaire.

Section 1 : Le sous-développement : concepts ou réalités

Les contrastes entre l'opulence des pays riches et l'indigence extrême dans laquelle s'enfoncent les pays pauvres, demeurent un des problèmes fondamentaux de notre temps. Tiers-monde, pays sous-développés, pays en voie de développement. Ces trois termes désignent une seule et une même réalité : « le sous-développement ». Terme apparu dans le cadre du nouvel ordre mondial résultant de la seconde guerre mondiale et des organisations internationales.

A- Facteurs du sous-développement à Madagascar

1) La part de l'histoire

La plupart des pays en développement comme Madagascar sont des anciennes colonies. Le sous-développement serait-il donc le résultat de l'exploitation coloniale ?

☞ La destruction de l'économie

a) Dans le domaine agricole :

L'Introduction des cultures commerciales comme la vanille, le coton, le café, le cacao, le girofle,... Par les colonisateurs a provoqué le recul des cultures vivrières comme le riz, le manioc, le maïs,... Quand la population a augmenté le pays devient dépendant de l'extérieur pour son alimentation. La vie rurale à Madagascar est caractérisée par une multitude personnes passant un temps énorme à vendre de petites quantités de nourriture et de produits agricoles dans un environnement hautement concurrentiel qui se traduit généralement, en échange de leur labeur, par de faibles volumes de vente, des profits minimaux et des rendements quasi-inexistants. De plus, la croissance économique et la réduction de la pauvreté sont entravées par un certain nombre de comportements, de coutumes et d'expériences négatives en matière de développement en milieu rural.

b) Dans le domaine artisanal et industriel :

L'Industrie locale n'a pas été développée pour ne pas concurrencer celle de la métropole. L'Artisanat est en recul devant la concurrence des produits industriels à bon marché en provenance de la métropole.

2) *Les blocages internes*

a) *Les freins d'ordre sociologique :*

Les traditions culturelles entretiennent souvent des comportements antiéconomiques. Ici il est interdit de travailler durant nombreux jours de la semaine selon les groupes ethniques et les régions.

b) *Les économies désarticulées :*

Les différents secteurs d'activités n'exercent pas d'effet d'entraînement l'Agriculture repliée sur elle-même demeure archaïque ; elle occupe plus de 80% de la population mais elle n'arrive pas à satisfaire les besoins alimentaires d'une population qui ne cesse de s'accroître. L'Industrie est à peine existante. Le secteur tertiaire est hypertrophié, parasitaire ; les opérateurs économiques préfèrent investir dans les secteurs les moins risqués et les plus lucratifs (transports, import-export, commerce du gros et du détail). Certains entrepreneurs choisissent dans un premier temps d'être informel. Puis dans un second temps, s'ils trouvent qu'il est plus intéressant de se formaliser, ils « légalisent » leur activité.

c) *La mauvaise gouvernance :*

L'absence de démocratie, plus que partout ailleurs surtout dans les pays en développement comme le nôtre, l'État est un corps étranger à la société : les peuples sont marginalisés. La plupart des dirigeants sont des dictateurs corrompus, arrivés au pouvoir par la force et ils ne le quittent souvent que de la même manière. Le gouvernement tient compte plus des intérêts de leur clientèle que du bien être de la population. La politique de développement n'est qu'une suite d'improvisations et des promesses démagogiques. Il n'y a pas de continuité de l'État : à chaque changement de régime on repart à zéro et on adopte une politique souvent plus désastreuse que la précédente.

d) *La « kleptocratie » :*

On ne forme pas des vrais politiciens mais des kleptomanes. La plupart des dirigeants confondent les deniers publics et leurs poches ils n'hésitent pas à piller les caisses de l'État. La corruption fait des ravages à tous les niveaux de l'administration et de la société.

B- Critères du sous-développement

Le sous-développement peut se résumer par la trilogie : pauvreté, inégalités et dépendance. Selon la Banque Mondiale « *la pauvreté absolue combine : la faim, la mauvaise santé et l'analphabétisme. Au sens large elle comprend : le chômage et le sous-emploi, un habitat élémentaire exigü, l'insuffisance de revenu qui ne permet pas l'accès aux biens de consommation* »¹⁷. D'après cette vision de la Banque Mondiale « le sous-emploi » nous semble utile pour cette recherche.

1) D'insupportables inégalités sociales

Selon Lacoste. Y : « *dans les pays sous-développés plus que partout ailleurs, les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres* »¹⁸.

La capitale et quelques centres économiques généralement portuaires rassemblent tous les éléments de la modernité. Les autres régions et communes restent arriérées. La ville est plus développée que la campagne. Les contrastes sont très frappants entre les classes riches et pauvres.

a) Une infime minorité de privilégiés :

Dans les campagnes règnent les grands propriétaires fonciers, les commerçants et les usuriers ; ces trois fonctions sont souvent tenues par une et même seule personne.

Entre autre dans les villes, ce sont les hommes d'affaires étrangers (Indo-pakistanaï, Libanais et Chinois). Les opérateurs économiques enrichis, liés au pouvoir et surtout aussi les hommes politiques au pouvoir. Ils jouissent d'un train de vie élevé qui contraste avec l'extrême misère de la population ; certains d'entre eux ont des biens dans les pays développés : comptes en banques, des propriétés immobilières,...

¹⁷ www.worldbank.org.

¹⁸ Lacoste Y : « Géographie du sous-développement, géopolitique d'une crise ». Paris, PUF, 1976. 293 p.

b) Les classes moyennes très faibles :

« La classe moyenne est, dans le Tiers Monde, le lieu et le véhicule de la diffusion des modèles dominants de consommation et elle joue à ce titre un rôle essentiel. »¹⁹

Ce sont les fonctionnaires, les salariés, les professions libérales (médecin, commerçant,...). La faiblesse de leur pouvoir d'achat empêche l'industrie de créer un marché intérieur important. La majorité des ménages de classes moyennes tentent de satisfaire leurs besoins avec un budget qui va de deux cent mille à quatre cent mille Ariary par mois. C'est insuffisant pour manger à sa faim, pour assurer un logement décent, la scolarité des enfants. La plupart ont dû limiter voire supprimer certaines dépenses par exemple dans le domaine vestimentaire certains portent les mêmes vêtements pendant plusieurs années, ou achètent des friperies.

Le tableau ci-après prouve que plus de la moitié des revenus de la classe moyenne malgache est destinée à la nourriture, seulement 2,51% sont consacrés à l'éducation et 2,60% à la santé. Selon les statistiques de l'INSTAT, le ménage malgache est composé de six individus en moyenne et seulement un chef de ménage sur trois qui est instruit. Ce qui explique que la majorité des classes moyennes vit sous le seuil de la pauvreté. En second lieu cette faiblesse des revenus est couplée avec l'inflation galopante depuis le début des années quatre vingt dix(90) et surtout au moment de la crise qui effrite le pouvoir d'achat à ne pas oublier aussi les aléas de la nature comme par exemple la sécheresse, le cyclone, etc.

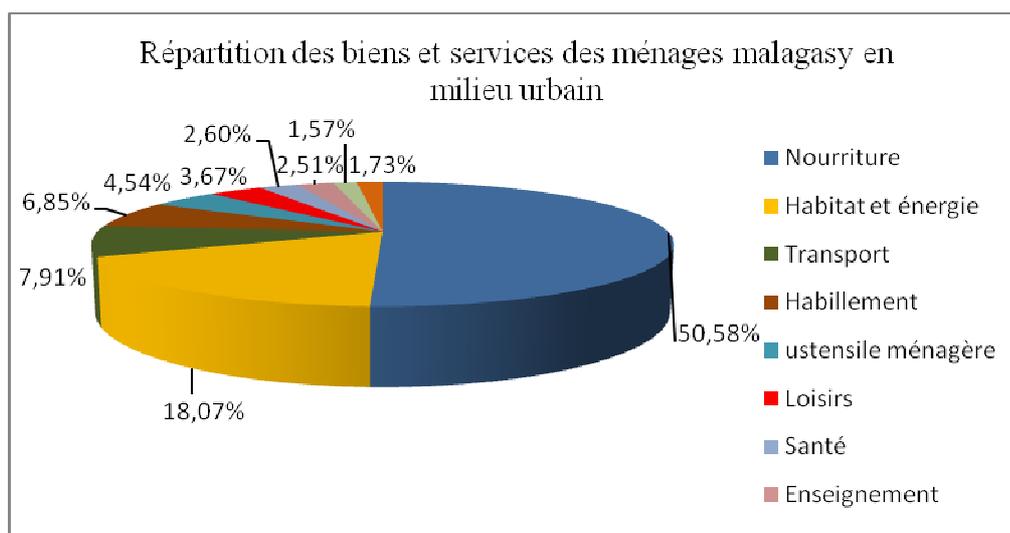
¹⁹ Kayser B., (1985), « Pour une analyse de la classe moyenne dans les pays du Tiers Monde », Revue Tiers Monde, t. XXVI, n°101, janvier-mars, p.7-31.

Tableau n°02 : Pourcentage des biens et services

Catégories des biens et services	Part du budget
Nourriture	50,58
Habitat et énergie	18,07
Transport	7,91
Habillement	6,85
Ustensile de cuisine	4,54
Loisirs	3,67
Santé	2,60
Enseignement	2,51
Restaurant	1,57
Autres	1,73

Source INSTAT 2007

Graphique n°01 : Répartition des biens et services des ménages



Source INSTAT 2007

c) Des masses de sans-emplois et des foules de commerçants au micro-détail :

La population des pays en développement, y compris Madagascar est essentiellement rurale. À Madagascar, 73% de femmes actives et 74% des hommes actifs travaillent dans l'agriculture selon le résultat de l'enquête EDSMD IV²⁰ publié récemment.

En raison de la forte pression démographique inversement à la croissance économique, les paysans sans terres quittent massivement les campagnes dans l'espoir de trouver des ressources en villes mais la majorité d'entre eux ne rencontrent que la misère. Ils viennent grossir les rangs des sans emplois rejetés dans les bidonvilles. Pour survivre les foules d'hommes inoccupés réalisent des petits échanges comme le commerce de micro-détail.

Ces masses populaires vivent le jour le jour actuellement, la statistique officielle de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en 2009 affirme que cinq(05) chefs de ménages sur dix(10) survivent grâce au petit métier journalier qui est rémunéré autour de 2.000Ariary par jour.

²⁰ *Enquête Démographique et de Santé (EDSMD) effectué entre 2008-2009 publié par l'INSTAT le 03 juin 2010.*

2) *La dépendance*

a) *Dépendance culturelle :*

Les contrôles des mass-médias par les pays développés mettent les pays en développement en état de dépendance culturelle (cinéma, Tv, Radio, Musique,...). Cette dépendance est renforcée actuellement par les moyens modernes de communication (Internet, Télévision par satellite, Téléphone, etc.)

b) *Dépendance politique :*

Malgré la décolonisation les anciennes puissances coloniales continuent d'exercer leurs influences sur les anciennes colonies.

c) *Dépendance commerciale :*

La détérioration du terme de l'échange ; les pays en développement sont généralement exportateurs des produits bruts. Ils importent des produits manufacturés mais aussi de plus en plus des produits alimentaires. Or les marchés des matières premières sont très instables. Les prix des matières premières ne cessent de diminuer tandis que le prix des produits manufacturés augmente sans cesse c'est la détérioration du terme de l'échange.

Traiter le problème du sous-développement est une affaire difficile. Des nombreux autres phénomènes vont se greffer aux facteurs susmentionnés : forte fécondité, ainsi la croissance économique n'arrive pas à suivre la croissance démographique, faible production de l'agriculture qui occupe plus de 80% de la population mais qui n'arrive pas à nourrir toute la population. D'où le chômage, le sous-emploi, la « bidonvillisation ».

Tous ces critères et facteurs obligent la majorité de la population à recourir au « secteur informel ».

Section 2 : Approche globale du secteur informel à Madagascar

A- Aspect général du secteur informel

1) Définitions et historique du secteur informel

Tout d'abord le terme « informel » a été utilisé pour la première fois par Hart. K. dans sa communication présentée en septembre 1971 à l'*Institute of Development Studies*, à l'Université de Sussex (Grande Bretagne). Il a été ensuite repris la même année dans un rapport sur les réalités de pauvreté des masses des pays du Sud comme au Kenya, en Colombie, à Sri Lanka, et en Indonésie. Réalités auxquelles les populations se sont adaptées en pratiquant des activités économiques « de survie » avec des moyens dérisoires.

Ces activités que l'on qualifie de secteur informel ont suscité des réactions autant de la part des observateurs occidentaux que celle des pays du Sud, dans l'idée qu'il faut les intégrer dans le secteur moderne car elles n'obéissent pas à des règles déterminées ou n'ont pas de caractère officiel. Elles sont pratiquées généralement par les populations démunies, mais elles sont aussi pratiquées par la classe moyenne qui a vu régresser son pouvoir d'achat. Tout cela dans un contexte de la crise de la modernisation qui a débuté vers la fin des années soixante.

Le « secteur informel » désigne pour le Bureau International du Travail (BIT) les activités des travailleurs pauvres qui exercent un travail pénible qui ne sont ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni réglementées par les pouvoirs publics. Toujours selon cet organisme, « *toutes ces activités s'exercent généralement dans les milieux urbains des pays en développement et se caractérisent par la facilité d'entrée, le marché de concurrence non réglementé, l'utilisation des ressources locales, la propriété familiale de l'entreprise, la petite taille des activités, les technologies adoptées à forte intensité de travail et souvent les formations acquises en dehors du système scolaire* »²¹

²¹ Rapport IV sur le « *Travail décent et économie informelle* », Conférence internationale du travail, 90^e session, Genève, 2002.

Depuis, les travaux sur le secteur informel se sont multipliés et plusieurs termes – qui sont en fait de « faux synonymes » – ont été utilisés comme équivalents de ce secteur à savoir : activité de survie, de transition; circuit inférieur, artisanal ; économie de subsistance ; petite production marchande ; secteur incontrôlé, inorganisé, intermédiaire, non structuré, pré-industriel, transitionnel, tertiaire primitif ; économie non officielle, non enregistrée, non déclarée, submergée, clandestine, parallèle, alternative, souterraine, secondaire, marginale, périphérique etc. À Madagascar le secteur informel est défini comme l'ensemble des unités de production dépourvues de numéro statistique et/ou de comptabilité écrite formelle²².

Malgré cette multiplicité de concepts à contenus différents, on peut affirmer que le secteur informel n'est pas l'informe, ce qui n'a pas de forme, mais plutôt ce qui ne correspond pas à des formes reconnaissables, à des modèles, ici aux modèles de la tradition et de la modernité. Il est un « *phénomène social et culturel très général, celui du développement – singulièrement en Afrique – d'activités et pratiques à caractère atypique ni traditionnelles, ni modernes* » ; il constitue « *une dimension fondamentale du processus de changement socio-culturel en Afrique Noire*²³ ».

²² « *Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo : 1995-2001* enquête 1-2-3 », juillet 2004 p. 9. INSTAT-DIAL-ORSTOM.

²³ « *La femme congolaise : pilier de l'économie informelle en milieu urbain* » MUSITU L W. Berlin, Université Humboldt. Édition numérique réalisée le 16 mars 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada. p.6.

2) *Caractéristiques de l'économie informelle*

De quoi se compose le secteur informel ? Sauf à le définir par la négative, les critères en sont difficiles à cerner ; il s'agit d'opérations généralement à faible rayon, fondées de préférence sur des entreprises familiales, voire individuelles, employant rarement plus de dix personnes. En général, en Afrique, subsaharienne particulièrement, les activités informelles peuvent être classifiées selon plusieurs critères. Notamment selon la branche de l'activité. Du point de vue de la branche de l'activité, on distingue entre les activités de production et les activités de service. Quant au degré d'officialité de l'activité, il existe des activités pratiquées au grand jour, le secteur informel localisé selon Charmes J. et les activités clandestines (le secteur informel non localisé). Marysse S. distingue, quant à lui, trois niveaux du secteur informel à savoir : l'informel de survie, la petite production marchande et les activités criminelles ou de spéculation.

Pour sa part, Mbaya M. estime que les micro-entreprises du secteur informel sont caractérisées par une dynamique à deux composantes : une composante qualitative et évolutive et une autre quantitative et involutive. « *Le premier fait que les micro-entreprises procèdent du souci de la rentabilité en même temps qu'elles répondent à une demande sociale et conduisent à l'expansion des unités économiques de production de biens et de services mieux organisées et, partant, performantes ou prospères. La deuxième composante, la plus en vogue dans nos milieux, fait que l'émergence des micro-entreprises relève du simple souci d'assurer la survie et la subsistance quotidienne du micro-entrepreneur et de son ménage (...) en générant des unités économiques de production des biens et services de moindre importance et sans prospérité* »²⁴. Elles sont pratiquées généralement par les populations démunies, mais elles sont aussi pratiquées par la classe moyenne qui a vu régresser son pouvoir d'achat.

²⁴ Mbaya M, Rémy, « *Aspects socio-culturels de la pauvreté dans les micro-entreprises du secteur informel au Congo-Kinshasa* », dans *Développement et Coopération* n°5 (septembre-octobre 2001), pp.4-5.

3) *Caractéristiques du passé et du présent du secteur informel*

À l'origine, le secteur informel servait à désigner les activités de petite taille, essentiellement destinées à procurer des revenus de subsistance aux nouveaux citadins, produits d'un exode rural particulièrement important dans les années soixante dix(70), marquées par un cycle de péjorations climatiques, de sécheresse, voire de désertification, en Afrique subsaharienne notamment. Par la suite, la notion s'est étendue à l'ensemble des petites activités qui, du fait de leur origine traditionnelle ou de leur caractère récent ou spontané, se sont démultipliées et consolidées en rapport avec le chômage endémique, en progression constante dans les différents pays africains confrontés à la crise économique et aux conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel initiés sur le continent au cours des années quatre vingt(80) et quatre vingt dix(90).

Les travailleurs et opérateurs du secteur informel exercent, à titre indépendant ou dans un cadre convivial ou familial, des activités ayant des caractéristiques générales communes, à savoir: capital modeste, peu de main-d'œuvre qualifiée, accès limité aux marchés organisés et à la technologie, revenus faibles et irréguliers, conditions de travail médiocres; autrement dit, des activités qui échappent pour l'essentiel aux statistiques officielles et aux réglementations publiques et qui ne bénéficient point des systèmes classiques de protection sociale. Crise économique et croissance urbaine constituent, assurément, les deux mamelles nourricières de l'expansion du secteur informel qui offre un cadre d'insertion socio-économique à des migrants saisonniers et autres agents économiques déflatés ou exclus du secteur moderne, qui y exploitent des unités de production de biens et services en vue de créer principalement des emplois et des revenus.

B- États des lieux sur les débats relatifs au concept d'économie informelle dans l'économie du développement

Il englobe des travailleurs pauvres, exerçant un travail pénible, dont les activités économiques ne sont ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni réglementées par les pouvoirs publics et qui sont caractérisées par :

- Une facilité d'accès ;
- Une utilisation par les entreprises de ressources locales ;
- Des technologies à forte intensité de main-d'œuvre ;
- Une propriété familiale des entreprises ;
- Une petite échelle de production ;
- Des marchés de concurrence non réglementé ;
- Des qualifications acquises hors du système scolaire officiel.

Ainsi, la genèse du concept d'économie informelle est liée à l'observation, dans les villes des pays en voie de développement, de l'existence d'activités productives non déclarées. On explique alors l'existence de cette économie informelle par l'incapacité de l'économie moderne à absorber toute la main-d'œuvre urbaine.

Pour saisir la portée du concept d'économie informelle en économie du développement, il est intéressant de montrer les apports des différentes approches théoriques de l'économie informelle, pour ensuite dresser un rapide aperçu de l'évolution des thèmes de recherche sur l'économie informelle.

1) Les différentes approches théoriques de l'économie informelle

Les différents travaux sur l'économie informelle peuvent être rattachés à trois(03) grands courants de pensée : les analyses inspirées de la théorie néo-classique de la concurrence, les analyses du courant structuraliste et les analyses socio-économiques.

a) Dans les analyses inspirées de la théorie néo-classique, deux approches orthodoxes peuvent être distinguées

La première, qui s'inscrit dans le projet néo-libéral, voit dans l'économie informelle la réalisation idéale de la concurrence pure et parfaite. « Le secteur informel urbain est le lieu du développement de la concurrence pure et parfaite qui est empêchée de se déployer dans le secteur moderne vu les multiples entraves créées par l'État : protectionnisme, mesures légales, bureaucratie excessive, rigidité des salaires... Cet ensemble de mesures permet le maintien de barrières à l'entrée qui empêchent le marché de fonctionner de manière compétitive. Pour échapper à ces entraves, l'esprit d'entreprise universel, se déploie en marge des règles légales, afin de contourner ces barrières à l'entrée.

La deuxième, dans la ligne des modèles dualistes Lewis (1954), considère l'apparition de l'économie informelle comme une nouvelle manière de penser l'hétérogénéité des structures des économies.

b) Dans le courant structuraliste, deux thèses ont été développées : la thèse marginaliste et la thèse fonctionnaliste

Dans la thèse marginaliste, l'économie informelle est identifiée au segment du marché du travail le moins productif et aux rémunérations les plus faibles auquel participe la main-d'œuvre excédentaire qui n'a pas accès à l'économie formelle ou qui en est expulsée Mezzara (1984). Dans ce cas, il s'agit d'un secteur parasitaire, essentiellement tertiaire où se réfugient pour survivre les travailleurs en excès par rapport aux besoins de l'industrie. Ces activités (services domestiques, personnels, gardiennage, petits détaillants...) représentent une consommation improductive de revenu accaparé par certains groupes (fonctionnaires, grands propriétaires...).

La thèse fonctionnaliste, Gallissot, (1991) reconnaît l'existence de connexions entre l'économie informelle et formelle, mais en termes de fonctionnalité par rapport à l'accumulation capitaliste : il y a surexploitation de l'économie informelle par l'économie formelle. Dans ce cas, les travailleurs de l'économie informelle jouent un rôle favorable pour la valorisation du capital. En effet, ils fournissent des biens et des services à des prix inférieurs à ceux de l'économie moderne qui diminuent le coût de reproduction de la force de travail et donc des salaires dans l'économie formelle. En cas de sous-traitance, il y a un transfert direct de surplus de l'économie informelle vers l'économie formelle. Ainsi, bien que non juridiquement salariés, les travailleurs de l'économie informelle peuvent être considérés comme des quasi-salariés en situation de surexploitation.

c) Dans les analyses socio-économiques

Dans les analyses socio-économiques plus récentes Nyssens, (1996) certaines activités de l'économie informelle sont le résultat d'un comportement économique non capitaliste, d'un comportement fondé sur la réciprocité et la redistribution. Il s'agit du développement d'initiatives locales d'hybridation des ressources marchandes, non-marchandes et non monétaires. Dans l'économie informelle, certaines activités entretiennent des rapports avec l'économie formelle capitaliste, pour les unes de subordination plus ou moins importante (commercialisation de produits de l'économie formelle, sous-traitance), pour les autres de concurrence (ateliers de production). Dans cette perspective, l'économie informelle est reconnue comme sujet actif sur le plan économique à travers la consolidation d'une « économie populaire » qui ne peut être réduite à un ensemble de « stratégies de survie », mais devient un ensemble de véritables organisations économiques stables, génératrices d'emplois et de revenus.

Cependant, l'école de l'interaction nous apprend (école de Chicago, Becker G. in Sandmo, 1993) que les relations sociales sont confrontées à un ensemble d'influences extérieures. Les normes et les rôles sociaux ne sont pas des données qui s'imposent aux individus, mais des constructions qui apparaissent, perdurent ou se transforment au cours de multiples interactions. Les individus sont également le fruit de multiples actions réciproques qui forment la trame de la vie sociale. La personnalité, le comportement d'un individu ne sont jamais donnés une fois pour toutes, ils sont confortés ou modifiés par chacune des interactions que l'individu entretient avec les autres.

C- États des lieux à Madagascar

1) Les indicateurs

D'une superficie de 587.000 km², peuplée d'environ 18,3 millions d'habitants en 2007²⁵, Madagascar connaît une densité de la population de l'ordre de 31 habitants/km² qui est répartie de façon inégale. D'une part, certaines régions, comme le Melaky, Diana et Betsiboka, ne recensent chacune que 2% de la population. Par contre, la Haute-Matsiatra, le Vakinankaratra, l'Antsinanana et le Vatovavy-Fitovinany comptent chacune 6,5% de la population²⁶. Selon l'Institut National de la Statistique, 72% de la population vit en milieu rural. Le pays se subdivise, actuellement en 22 régions et 1.557 communes.

Célèbre par son endémisme faunistique et floristique, le pays est un des dix *hott spots* de la planète, c'est-à-dire dont la biodiversité est considérée comme à la fois riche et menacée. Les données statistiques agricoles indiquent que seule 5%²⁷ de la superficie du pays est dédiée à l'agriculture. Les prairies et les pâturages occupent 58% de la surface et 21% pour les terres forestières et terrains boisés.

Alors que la quasi-totalité de la population pratique l'agriculture où 73% des femmes actives et 74% des hommes actifs travaillent dans l'agriculture²⁸, le secteur primaire (agriculture, élevage et la pêche) ne compte en 2006 que pour 25% dans la production intérieure brute²⁹. C'est dire que l'agriculture est largement tournée vers l'autoconsommation. Le produit intérieur brut par habitant est l'un des plus faibles du monde, et la pauvreté est encore plus marquée en milieu rural qu'en milieu urbain. Dans les campagnes, en 2007, ce sont 71,4% des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté³⁰.

²⁵ www.prb.org.

²⁶ Hebdomadaire, L'hebdo de Madagascar n°0123 du 22-28 juin 2007 rubrique économie.

²⁷ Rakotondrafara C., 2005 *Rapport national sur la population et le développement socio-économique de Madagascar*, République de Madagascar, Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs, Prud, Antananarivo, 90 p.

²⁸ Données selon les résultats de l'Enquête démographique et de santé 2008-2009 (EDSMD)

²⁹ (www.instat.mg)

³⁰ Source : INSTAT/DSM/EPM 2010 Micro simulation à partir des données de l'EPM 2005

2) *Notion de pauvreté*

La pauvreté est en général considérée sous son seul aspect économique (revenu ou consommations de biens). Elle est alors mesurée par des seuils de pauvreté absolue (ligne de pauvreté calculée sur une base calorique), ou relative (niveau de consommation, santé, etc.). Mais elle possède aussi une dimension socioculturelle importante qui peut dominer l'aspect économique, la pauvreté c'est aussi l'absence de lien social. Le faible niveau de revenu génère également un faible taux d'épargne, qui conduit à une stagnation de la productivité. Celle-ci entraîne à son tour un faible niveau de revenu.

a) *La faim :*

C'est d'abord la sous-alimentation, c'est-à-dire l'insuffisance qualitative des nourritures. La ration minimale quotidienne de 2.300 calories n'est pas atteinte dans la plupart des pays d'Afrique noire et dans des nombreux pays d'Asie (Afghanistan, Bangladesh, Népal,...). C'est aussi la malnutrition c'est-à-dire la déficience qualitative de nourriture. Exemple carence en vitamine, en protéine, sels minéraux, en iode,...

Au total : selon le rapport l'ONG OXFAM³¹ publié en juillet 2009 :

- ☞ Une personne sur six dans le monde souffre de la faim, soit près d'un milliard de personnes.
- ☞ 13 millions d'enfants naissent chaque année avec un retard de croissance intra-utérin, ce qui signifie que le développement est déjà freiné chez les enfants avant leur naissance parce que la mère ne peut s'alimenter suffisamment.
- ☞ Entre 50 et 60% des décès d'enfants dans les pays en développement sont liés à la faim.
- ☞ Le risque de décès est de 2,5 fois plus élevé chez les enfants qui souffrent de légère malnutrition que chez les enfants qui mangent à leur faim.
- ☞ Les gens les plus pauvres sont vulnérables à la variation des prix alimentaires et nombre d'entre eux dépensent jusqu'à 80% de leurs revenus en nourriture.

³¹ www.oxfam.org .Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice. Son siège se trouve en Grande Bretagne.

b) *La mauvaise santé :*

La santé des affamés se dégrade rapidement, les maladies des carences (anémie, goitre, béribéri,...) si elle ne conduit pas directement à la mort, elle crée des êtres diminués physiquement et intellectuellement, leur capacité de travail est réduite de 60% d'où le cercle vicieux : « puisqu'ils ont faim, ils sont malades donc ils produisent peu ; parce que leur production est insuffisante ils ont faim donc ils sont malades ». Dans les pays pauvres, des millions de personnes n'ont accès qu'à des soins médicaux de mauvaise qualité ou en sont totalement privées. Les frais sont trop élevés, les hôpitaux et les cliniques sont insuffisants ainsi que le personnel médical ; la population ne peut pas se faire soigner.

Selon l'OMS³² près d'un milliard des personnes dans le monde vivent dans des zones impaludées, plus de 90% de la population d'Afrique noire n'ont pas accès à l'eau potable et les maladies véhiculées par l'eau font des ravages (bilharziose, dysenterie...).

En conséquence dans le pays en développement le taux de mortalité est élevé tandis que l'espérance de vie est faible (Japon 79 ans, Bengladesh 27 ans). Les enfants en sont aussi les premières victimes. Dans les pays d'Afrique noire selon OXFAM un enfant sur quatre naissances vivantes n'atteint pas l'âge de un an. Selon cette même organisme, le taux de mortalité infantile au Danemark ne dépasse pas 5 pour mille alors que celui de la Sierra Leone atteint plus de 263.

c) *L'Analphabétisme*

Selon l'Organisation des Nations unies près de neuf cent millions des personnes sont analphabètes, la majorité d'entre-elles sont des femmes. Dans les pays développés où l'instruction est en générale obligatoire, le taux d'analphabétisme ne dépasse pas cinq pour cent (par exemple au Japon 0,9%). Dans les pays sous-développés ce taux est supérieur à 50%, par exemple à Madagascar plus de la moitié de la population sont analphabètes d'après les études effectuées par le ministère de l'éducation nationale. Seulement à Antananarivo on recense 1,3 millions d'analphabètes³³. Dans ces pays, l'instruction pose des grands problèmes : manque d'infrastructures, pénurie de personnel enseignant, programme scolaire non adapté à la réalité locale ; une classe de cent élèves est fréquente en Afrique.

³² www.who.org (chiffre publié en 2009).

³³ Selon le journal officiel Le courrier n°0030 du 07 septembre 2005.

Chapitre II : L'économie informelle et les effets de la globalisation

Le secteur informel est étroitement lié à l'extrême pauvreté et ne se développe que dans les pays en développement cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas le secteur informel dans les pays industrialisés. Dans ce second chapitre nous allons essayer d'analyser dans la section une des causes de la pullulation de l'économie informelle à Madagascar et dans la seconde section nous essayerons de disséquer l'état général du secteur informel dans la ville d'Antananarivo.

Section 1 : Les causes lointaines

A- Facteurs démographique

Lorsqu'on tente de comprendre la croissance de l'économie informelle, on ne peut ignorer les tendances démographiques. Dans les pays en développement, en particulier cette croissance est liée aux questions de main-d'œuvre excédentaire. Il est donc important de disposer de renseignements de base sur la taille et la croissance de la population active, le niveau d'instruction et de qualification de ceux qui entrent sur le marché de l'emploi, la migration rurale vers les villes et le rythme de l'urbanisation.

1) *Migrations autres qu'exode rural*

Les mouvements migratoires constituent depuis le début du siècle un des éléments importants de la dynamique de la population de Madagascar. Il y a deux types selon la durée des déplacements :

- ☞ Les déplacements temporaires, soient pour effectuer des emplois saisonniers, soit pour préparer une installation définitive,
- ☞ Et les migrations définitives.

En plus de l'exode rural, il y a d'importants flux migratoires entre les différentes régions de l'île. Ces derniers, notamment les migrations définitives, sont surtout orientées d'Est vers l'Ouest. Les migrants partent des zones :

- ☞ Surpeuplées et déjà surexploitées du Centre et des côtes orientales (Sud-est et Est),
- ☞ Ou encore semi-arides de l'extrême Sud (l'Androy).

Si ceux de l'Est et du Centre émigrent vers l'Ouest pour fuir l'exiguïté des surfaces aménageables, ceux du Sud où l'émigration est devenue une coutume partent pour trouver un complément de ressources nécessaires pour subsister dans une contrée où la pauvreté et la famine guettent presque annuellement. Même si certaines régions du Centre et de l'Est attirent des petits lots de migrants, la tendance générale est d'aller vers l'Ouest. En effet, à l'Est et au Centre, il n'y a que 15,8% des surfaces facilement aménageables de Madagascar, alors qu'à l'Ouest, soit de Morondava à Antsiranana, elles constituent les 44% (41,7 millions d'hectares). De plus, les forêts-galeries de la partie occidentale constituent des réserves intéressantes de bois de charpente et de bois de chauffe qui sont autant de conditions attrayantes pour les migrants.

2) *Exode rural et entassement urbain*

a) *Exode rural*

Aujourd'hui il semble qu'il n'y ait pas de modèle de développement sans urbanisation. À Madagascar, selon l'INSTAT la population urbaine croît à un rythme tellement rapide que, d'une proportion de 11% par rapport à la population totale en 1960, elle représente en 1993 près de 22%, soit un doublement de la proportion en 33 ans. En plus de l'accroissement résultant de la fécondité en baisse mais encore élevée, et d'une mortalité en baisse très rapide, l'exode rural est le principal facteur d'accélération de cette urbanisation de la population de Madagascar à tel point que l'on assiste à une ruralisation des centres urbains.

Du fait :

- ☞ D'une part, de l'insuffisance des infrastructures et des services urbains de base et d'accueil,
- ☞ Et d'autre part, de la non acquisition et/ou de la non acceptation de la mentalité, des us et coutumes urbains par les immigrants ruraux qui aménagent alors leurs nouvelles zones de résidence à l'image de leur campagne d'origine, certaines zones à l'intérieur des villes prennent l'aspect de quartiers populeux mais ruraux avec tout ce que cela comporte de rizières et de champs de cultures vivrières, de petit élevage, de porcins, de caprins et de zébus.

Les principales causes de l'exode rural sont multiples :

 D'ordre social :

- L'insécurité dû au phénomène "dahalo" et aux vols de récoltes
- Le blocage dû au système foncier d'où le départ des jeunes dépourvus de terres

 D'ordre démographique :

- La croissance rapide de la population a entraîné une augmentation de la taille de la famille paysanne et, par conséquent, du nombre d'héritiers. Et il en résulte une réduction des surfaces cultivables pour les nouveaux ménages de ces héritiers.

 D'ordre économique :

- L'enclavement de certaines régions dû à la dégradation des infrastructures de communication et le faible coût de produits agricoles ont aussi poussé les ruraux à émigrer vers les villes à la recherche d'une meilleure condition de vie.

b) Entassement urbain

L'accroissement rapide de la population urbaine crée un entassement d'individus dans de nombreuses zones des villes avec des densités énormes, par exemple près de 20.000 habitants au km² dans certains quartiers populeux d'Antananarivo³⁴. La taille élevée de la population urbaine en valeur absolue a des conséquences importantes sur l'environnement :

- ✍ Les villes s'accroissent de façon sauvage par des constructions illicites aux dépens d'une sauvegarde de l'environnement, des surfaces à meilleur potentiel de production et d'une urbanisation respectant les normes de l'urbanisme, par exemple le remblayage et la construction d'habitations dans le lit des rivières et des canaux d'évacuation ont provoqué l'inondation de certaines zones de la ville d'Antananarivo ;
- ✍ La demande énergétique entraîne un déboisement périurbain avec des impacts négatifs sur le cycle hydrique et l'irrigation ;
- ✍ Il y a aussi la crise de logement (incapacité d'assurer un minimum de confort), les embouteillages, la pollution, la croissance du nombre de pauvres, de chômeurs et de délinquants ;
- ✍ La ruralisation de certaines zones de la ville crée des problèmes pour l'aménagement urbanistique de ces zones.

Finalement donc, les rapports entre population, ressources, environnement et développement se tiennent dans un contexte de crise économique, de forte croissance démographique et d'inégale répartition spatiale de la population, sans que se dessinent des mouvements migratoires importants qui contribueraient à rééquilibrer la charge démographique.

³⁴ Razanarison Josée, Raobijaona Bruno « Diagnostic de l'insécurité urbaine et stratégie de prévention à Antananarivo » Février 2001, 96p.

Les migrants à la recherche d'emplois formels souvent inexistantes finissent par se retrouver dans l'économie informelle. La capitale compterait actuellement un peu moins de deux millions d'habitants dont la moitié sont des résidents. L'évolution de la ville est inversement proportionnelle au nombre de ses habitants. Selon une étude menée par MADIO³⁵, la population urbaine croît à un rythme tellement rapide que, d'une proportion de 11% par rapport à la population totale en 1960, elle est passée à près de 22% en 1993, soit un doublement de la proportion en 33ans. Sans compter l'accroissement résultant d'un taux de fécondité élevé et d'une mortalité très rapidement en baisse.

Enfin, plusieurs causes sont avancées pour expliquer cet exode massif vers la ville d'Antananarivo d'une part, l'insécurité due au phénomène de « dahalo », et aux vols de récoltes ; d'autre part, un système foncier mal organisé et peu sécurisant, l'épuisement et la destruction du sol par insuffisance des moyens (engrais et pesticides) ; les cataclysmes naturels (invasion de criquets, cyclone,...).

De plus la croissance rapide de la population a entraîné une augmentation de la taille de la famille paysanne, du nombre d'héritiers. Il en résulte une réduction des surfaces cultivables pour les nouveaux ménages. En outre l'enclavement de certaines régions dû à la dégradation des infrastructures de communication et le faible coût des produits agricoles ont poussé les ruraux à migrer vers les villes, à la recherche de meilleures conditions de vie.

À noter aussi qu'à Antananarivo la « migration culturelle » joue un rôle majeur principalement dans le peuplement urbain. L'immigration en provenance des autres provinces est essentiellement une migration de nature urbaine, du fait de la motivation des migrants. En effet, la capitale concentre une offre en certains services rares, comme l'université. De très nombreux étudiants des provinces préfèrent venir étudier à Antananarivo, dont le niveau de l'université est réputé le meilleur. L'attraction universitaire constitue ainsi un phénomène relativement important numériquement.

³⁵ MADIO : Madagascar-DIAL-INSTAT-ORSTOM était un organisme basé à Tananarive, qui bénéficiait de financements divers (Union européenne, Ministère français de la coopération et du développement entre autres) et de coopérations entre ces organismes de recherche, MADIO avait comme objectif d'aider les autorités malgaches à gérer au mieux le processus de transition démocratique en leur fournissant des données statistiques adéquates.

3) Aspect culturel et les effets de démonstration ou « demonstration effect »

C'est la copie intégrale du mode vie des occidentaux. Aujourd'hui la vie familiale n'existe pas en ville car les parents travaillent, les enfants vont à l'école et en rentrant ils dorment chacun de leur côté où regardent la télé. Il n'y a plus d'éducation familiale, ils s'éduquent par des socialisations des médias. Ce qui veut dire que nous avons une culture métissée, cela nous éloigne de notre identité. Alors que dans le monde entier chaque société essaie de retrouver son identité. Les effets pervers de la culture métissée, de la méconnaissance de la culture authentique sont innombrables et menacent l'existence de toute la société. Le problème d'héritage est un autre effet pervers, il n'y a plus d'arrangement entre les héritiers, mais l'héritier le plus malin s'empare du patrimoine familial. Les effets de démonstration ont pour conséquences en milieu rural l'exode vers les villes les plus proches ; l'attraction de la civilisation occidentale surtout ; la création d'industries franches a entraîné une fluctuation de la population allant de la campagne périphérique vers les centres urbains. Ces départs massifs entraînent un recul sensible de l'activité agricole, les arrivées dépassent toujours de beaucoup les possibilités offertes par le marché du travail ; la présence d'une masse importante de personnes à la recherche d'un emploi contribue à faire baisser le niveau des salaires. De ce fait, les effets de démonstration se présentent comme une arme à double tranchant, il faut faire le bon choix entre ce qui est nécessaire au développement et ce qui ne l'est pas.

3) *Corrélation entre migration et citoyenneté*

L'appel de la ville est, en fait socialement diversifiée : nombreux sont les pauvres qui viennent en ville, mais ils sont loin d'être les seuls ; la corrélation est évidente entre le niveau de revenu, niveau d'instruction et migration ; plus les familles rurales sont nanties, plus le planteur a des terres, plus leurs enfants ont de chances d'aller à l'école à la ville. Certes le schéma classique est celui d'une famille pauvre dont les parents se saignent aux quatre veines afin d'investir dans l'éducation du fils aîné. Le circuit s'accélère au sein des familles de notables une nouvelle qualité de vie qui vont chercher en ville l'enseignement secondaire, voir supérieur. On pourrait même énoncer une sorte de loi : plus le fils d'un paysans est scolarisé, plus il a de la chance d'émigrer.

Dans les villes africaines le plus souvent dans les capitales où se rassemblent tous les éléments de la modernité. La corrélation migration-citoyenneté permet de dégager trois étapes essentielles³⁶:

- ✎ Au terme du processus, les « citoyens » proprement dits sont nés en ville au sein d'une société hétérogène ; ils constituent l'amorce d'une classe moyenne en formation, c'est-à-dire à revenus susceptibles de faire vivre quatre à cinq personnes. Ce sont les moins nombreux mais les mieux intégrés, parce que les plus détachés des liens ethniques qu'ils transgressent volontiers en faveur d'associations volontaires interculturelles (sportives ou syndicales). Ils se sentent peu d'obligation envers la parentèle villageoise, et évoluent vers un mode de vie individualisé.
- ✎ Les « nouveaux citoyens », en revanche, vivent encore à plein leur double appartenance, villageoise et urbaine, adhérant à la fois à des associations fondées sur la solidarité coutumière et à des collectivités urbaines ; ils assument une aide familiale très lourde, à partir de revenus moyens ou faibles, et peinent à résoudre les conflits et les contradictions nés de leur double enracinement.
- ✎ Quant aux ruraux prolétarisés migrants surtout étrangers ils sont encore très mal insérés ; coupés de leur village, ils vivent repliés sur leur quartier où ils tentent, tant bien que mal, de reconstituer un succédané de leur univers ethnique et religieux, en survivant très majoritairement grâce au secteur « informel ».

³⁶ Gibbal.J.M, « *Citoyens et villageois dans la ville africaine* ». L'exemple d'Abidjan, Paris, éd. Maspéro, 1974, 400p.

B- Le contexte de mondialisation et pauvreté économique

1) Une approche nouvelle

La mondialisation ou globalisation en anglais, est un terme apparu depuis deux décennies pour désigner un espace économique commercial, financier, productif et culturel de plus en plus unifié. La mondialisation est un phénomène économique. Complexe, parce qu'il est multidimensionnel. Complexe, parce que ses différentes dimensions simultanément dans des relations d'interdépendance. Il traduit l'extension géographique des échanges, mais également du domaine de ces échanges. La mondialisation ne concerne pas seulement les marchandises mais elle englobe aussi les capitaux, la main-d'œuvre, les services, la propriété intellectuelle. Cette propagation de nouvelle conception va de pair avec ce qu'on appelle aujourd'hui le développement durable. Développement qui tient compte non seulement des ressources mais aussi des savoirs que les gens possèdent c'est donc le développement social. Ces considérations traduisent encore le fait que l'économie des pays en développement dépend des phénomènes ou des décisions venus de l'extérieur.

2) Repère théorique : Sociologie du développement

Pour Rocher G. (1972)³⁷ le développement ou la modernisation a un sens plus englobant en tenant compte à la fois de l'industrialisation et du développement économique. En fait, « *c'est la totalité des acteurs entreprises pour orienter une société vers la réalisation d'un ensemble ordonné de conditions de vie collectives et individuelles, jugés désirables par rapport à certaines valeurs* ». Pour un autre auteur, Perroux F. (1970)³⁸. Le développement est à la fois un processus et un résultat. Ainsi, « *le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui les rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement* ». Le développement est alors un faisceau de transformations qui modifie les comportements, intègre, les progrès des connaissances, l'amélioration des qualifications (scolaires, académiques, professionnelles...) le savoir-faire industriel. C'est également un phénomène repérable par des coefficients économiques et sociaux : part du secteur industriel, part des branches nouvelles, capital employé par travailleurs, valeur ajoutée par salarié, nombre d'ordinateurs par habitant, nombre d'étudiants, nombre de chercheurs...En somme, le développement est un phénomène d'accumulation, largement irréversible et séculaire, il inclut la croissance et même des phases de crises.

³⁷Rocher G : « *Parsons T et la sociologie américaine* ». Paris : Les Presses universitaires de France, 1972, 238 pp. Collection SUP le sociologue.

³⁸Perroux. F : « *l'économie du XX^{ème} siècle* » Paris, PUF, 1970.

3) Ajustement structurel et rôle de l'État (suppression de l'impôt sur la capitation)

Avec le déclin de la productivité industrielle et agricole des années soixante(60) et soixante dix(70). A certaine pression s'est exercée sur les gouvernements pour transférer la propriété ou la responsabilité des entreprises publiques au secteur privé. Le rôle des gouvernements centraux a souvent été défini seulement comme devant créer un environnement macro-économique acceptable pour permettre au secteur privé d'entreprendre la production et de faciliter ce processus en créant les infrastructures nécessaires. Depuis les années quatre vingt(80), les donateurs ayant des programmes de réforme ont exercé une pression croissante sur les gouvernements pour réduire l'intervention de l'État dans un certain nombre d'activités. Tandis que la privatisation des entreprises publiques est devenue une question majeure.

En conséquence, les réformes du secteur public qui ont accompagné les programmes d'ajustement structurel ont pris le parti de réduire la taille des services publics en retirant les fonctionnaires employés dans l'administration et en s'efforçant de privatiser des entreprises publiques ou semi-publiques. La pression pour déléguer certains rôles administratifs de l'Etat à d'autres institutions s'est certainement intensifiée dans les années quatre et vingt dix(90).

4) *La conception tocquevelliennne de la démocratie*

Durant son séjour aux États-Unis, Tocqueville A. de (1805-1859) s'interroge sur les fondements de la démocratie. Selon lui, celle-ci ne doit pas seulement être entendue dans son sens étymologique, c'est-à-dire gouvernement du peuple, s'opposant ainsi à la monarchie, gouvernement d'un seul ou à l'oligarchie, gouvernement de quelques-uns et politique (pouvoir du peuple) mais aussi et surtout dans un sens social : elle correspond à un processus historique permettant l'égalisation des conditions qui se traduit par :

- ✎ l'instauration d'une égalité de droit. Tous les citoyens sont soumis aux mêmes règles juridiques ;
- ✎ une forte aspiration des individus à l'égalité ;
- ✎ une forte aspiration des individus à l'égalité. Toutefois, l'égalisation des conditions n'implique pas pour autant la disparition de différentes formes d'inégalités de nature économique ou sociale. Selon A. de Tocqueville, le principe démocratique entraîne chez les individus « *une sorte d'égalité imaginaire en dépit de l'inégalité réelle de leur condition* ».

La tendance à l'égalisation des conditions qu'il considère comme inéluctable présente à ses yeux un danger. Il constate que ce processus s'accompagne d'une montée de l'individualisme. Ce qui contribue d'une part à affaiblir la cohésion sociale et d'autre incite l'individu à se soumettre à la volonté du plus grand nombre. À partir de ce constat, il se demande si ce progrès de l'égalité est compatible avec l'autre principe fondamental de la démocratie : l'exercice de la liberté, c'est-à-dire la capacité de résistance de l'individu à l'égard du pouvoir politique. Égalité et liberté semblent en fait s'opposer puisque l'individu tend de plus en plus à déléguer son pouvoir souverain à une autorité despotique et par conséquent à ne plus user de sa liberté politique : « *l'individualisme est un sentiment réfléchi (...) de telle sorte que, après s'être créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à l'école à elle-même* » Tocqueville A. de (1805-1859).

Section 2 : État des lieux du secteur informel dans la ville d'Antananarivo

Mettre en carte l'économie informelle afin d'appréhender sa taille, sa conception et son évolution est un exercice extrêmement difficile et nécessairement imprécis, car les renseignements statistiques ne sont pas toujours disponibles voire inexistante. Le développement du secteur informel dans la ville d'Antananarivo peut se résumer en deux grandes causes majeures d'abord les conséquences de la crise économique et aussi celles de l'exode rural.

A- Une approche globale de la crise

A partir du début des années soixante-dix(70), Madagascar a connu des graves crises économiques qui ont eu des répercussions dans tous les domaines de la vie du pays. La capitale n'a pas été épargnée, subissant directement les effets de ces crises. Ainsi dans la capitale, cette crise à des effets majeures le premier dans le domaine de l'emploi (la fermeture ou le licenciement dans certaines entreprises industrielles dans les années quatre et vingt(80) et ensuite la deuxième conséquence sociale de cette crise est l'apparition en ville des sans-abri, appelés « 4'mi »³⁹.

1) Aspects de la dégradation généralisée du niveau de vie des Antananariviens

Les conditions de vie des Antananariviens ont connu une évolution très négative depuis une trentaine d'années. L'impact de la crise peut tout d'abord s'apprécier sur le plan démographique. Tous les indicateurs témoignent de la dégradation d'une situation déjà médiocre à l'origine. En 1997, la mortalité infantile à Tananarive est de 56‰ (Madagascar 100‰), et la mortalité infanto-juvénile atteint le très mauvais taux de 110‰ (Madagascar 157‰) ; en 1974, le taux était identique (mortalité infantile de 55,6‰, contre 45,7‰). De nombreux organismes ont évalué le niveau de pauvreté dans la ville d'Antananarivo. MADIO fait état de 75% de personnes en dessous du seuil de pauvreté. La Banque Mondiale évoque une baisse du pouvoir d'achat des Antananariviens de 40% entre 1971 et 1991.

³⁹ 4'mi terme forgé par la langue Antananarivienne pour désigner les sans-abri. L'origine du terme serait les quatre maux dont sont supposés être affectés les gens vivant dans la rue : miloka (parier), mifoka (se droguer), misotro (boire), mijangajanga (se prostituer).

Le tableau suivant montre bien la baisse spectaculaire de la consommation de certains produits courants :

Tableau n°03 : L'évolution de la consommation de quelques produits de première nécessité depuis 1960 à 1998⁴⁰

Postes budgétaires	1961	1977/1978	1993/1994	1994/1995	1997/1998	Évolution (1961/1998)
Riz (kg/an)	135,4	112,4	113,4	107,3	131,8	-2,7%
Pain (kg/an)	11,9	7,7	7,9	6,9	12,8	+7,6%
Viande de bœuf (kg/an)	18,9	13,8	10,4	8,0	9,8	-48,2%
Viande de porc (kg/an)	8,7	5,2	3,2	2,1	4,2	-51,7%
Sucre (kg/an)	8,6	5,4	6,1	4,1	5,5	-36,1%
Valeur calorique (kcal)	1.700	1.348	1.399	1.213	1.541	-9,4%

Source : Ravelosoa. J.R. 2001

Ainsi, MADIO estime qu'on peut décomposer les secteurs informels dans la ville d'Antananarivo en trois grands secteurs: le commerce compte environs 37 pour cent des unités de production, l'industrie 32 pour cent et les services 31 pour cent. Selon ce même organisme la répartition par branche des unités de production informelles montre que ce secteur est avant tout un rouage essentiel pour la satisfaction des besoins des ménages. Les commerces informels sont spécialisés dans le commerce du détail des produits agro-alimentaires, des vêtements et d'autres produits industriels destinés à la consommation des ménages.

⁴⁰Ravelosoa (J.R.), 2001, « *Dynamique de la pauvreté. Un bref aperçu du niveau des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo* » p.9.

Les causes fondamentales de cette expansion sont à mettre en rapport avec les transformations économiques et sociales, les disparitions d'emplois, l'effondrement des systèmes d'assurance sociale et la diminution des revenus réels de larges tranches de la population. Toutefois, lorsqu'une économie traverse une phase de déclin, on assiste à une augmentation des activités économiques de « survie » qui témoigne du rôle d'« amortisseur » de l'économie informelle en période de crise économique. Cette expansion entraîne une augmentation de l'activité et de main-d'œuvre caractérisée par un faible niveau de productivité, une faiblesse des revenus et un bas niveau de vie.

Il faut noter aussi qu'actuellement dans la « ville des mille » le secteur informel se compose principalement des travailleurs licenciés et des chômeurs des zones urbaines, des jeunes en décrochage scolaire, des travailleurs excédentaires d'entreprises dont l'activité a été réduite, des retraités, des travailleurs ruraux migrants et des personnes qui travaillent seules. Les emplois informels procurent à ces personnes un revenu qui leur permettent de survivre.

Conclusion de la première partie

Tout au long de cette première partie, nous avons mis l'accent dans le premier chapitre sur le concept du sous développement à travers ses critères et facteurs. Sur ce point on ne doit pas tout ramener à la colonisation car il y a des pays qui n'ont jamais été colonisés pourtant ils se trouvent actuellement dans les rangs des plus pauvres du monde à l'exemple de l'Éthiopie. Alors qu'il y a des anciennes colonies qui se trouvent actuellement parmi les pays les plus développés comme l'Australie ou bien les États-Unis.

Ensuite, dans le second chapitre nous avons parlé du secteur informel proprement dit, secteur qui pour l'instant constitue une « soupape » de sécurité pour les victimes d'insertion professionnelle et du chômage. Même si tout le monde ne s'accorde pas sur le fait que le secteur informel peut constituer une alternative viable à long terme, transitoirement du moins il est admis qu'il conviendrait d'accompagner son développement afin qu'il n'atteigne pas vite son degré de saturation. De ce point de vue, des actions doivent être entreprises pour favoriser les activités productives dans le secteur informel et ne pas les laisser être dominées totalement par les activités commerciales.

DEUXIÈME PARTIE :

ÉTUDE ANALYTIQUE

DE L'ACTIVITÉ INFORMELLE DANS LES

FOKONTANY D'AMBOHIPO ET

D'AMBOLOKANDRINA

DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE ANALYTIQUE DE L'ACTIVITÉ INFORMELLE DANS LES FOKONTANY D'AMBOHIPO ET D'AMBOLOKANDRINA

Cette deuxième partie se subdivise en deux chapitres dans le premier chapitre, nous allons commenter dans l'ensemble la monographie détaillée de ces deux (02) fokontany dans la section une son cadre général ensuite dans la seconde les caractéristiques générales des populations de ces deux fokontany. Puis dans le deuxième chapitre nous procéderons à l'analyse de terrain proprement dit, c'est-à-dire à la vérification de nos hypothèses.

Chapitre III : Caractéristiques socio-économiques d'Ambohipo et d'Ambolokandrina

Dans ces deux(02) Fokontany, la population est constituée de jeunes. Selon les estimations des Fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina, cette catégorie de population représenterait environ 52%. Une grande partie de la population peut être classée d'inactifs à Ambohipo, avec un taux de sous-emploi de 40%. Il est de 39% à Ambolokandrina. Les autres personnes occupent les trois secteurs d'activités : secteur primaire (agriculture et élevage), secteur secondaire (artisanat, industrie) secteur tertiaire (fonctionnaire, commerçant, petit métier, zone franche). Mais on note dans les deux Fokontany un faible taux du secteur agricole qui est dû à la proximité du centre ville et à la diminution des terrains de culture, du fait de l'intensité du remblaiement des terres cultivables.

Néanmoins, les deux(02) Présidents du Fokontany interviewés ont tenu à souligner que la situation est aussi marquée par le chômage des jeunes et le sous-emploi.

Section 1 : Cadre général du fokontany

D'une superficie de 223 hectares.575 ares pour le fokontany d'Ambolokandrina et 2.210 km² pour Ambohipo, ces deux fokontany se localisent à environ à 2km du centre ville d'Antananarivo en suivant la route nationale n°2 Bis qui mène vers Ankatso.

Ils sont délimités administrativement chacune :

- Au Nord par le fokontany d'Andraisoro qui fait partie du V^{ème} arrondissement ;
- À l'Est par le fokontany d'Amoronankona qui fait partie du fokontany de la commune rurale d'Ambohimangakely ;
- Et à l'Ouest par le fokontany d'Ambohidempona qui fait partie du deuxième arrondissement.

Délimitation naturelle : les fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina sont limités naturellement par :

- Un marécage à l'Ouest ;
- Une colline et un marécage à l'Est ;
- Une zone marécageuse au Nord ;
- Un marécage au Sud.

A- Cadre institutionnel

1) Statut juridique

La commune urbaine d'Antananarivo est administrée par le Préfet de Police de la ville qui est le haut représentant de l'État (donc désigné par l'État) et des autorités élues (le Maire et les Conseillers municipaux). La ville est divisée en six (06) arrondissements dirigés par un Délégué au Maire, désigné par le Maire sur proposition du Conseil Municipal. Ambohipo et Ambolokandrina font partie du deuxième arrondissement de la ville. Par conséquent, le Fokontany traduit la limite administrative d'un quartier mais cela signifie aussi une forme d'organisation de gestion de quartier. Les autorités du Fokontany aujourd'hui dénommées « chef fokontany ».

L'organisation est régie par le décret n°2002-299 du 03 Mars 2002 qui est composé de 31 articles fixant les dispositions générales de l'organisation, le fonctionnement, l'attribution et les dispositions financières de la commune.

Voici quelques dispositions générales :

- ✎ Le présent décret fixe l'organisation, le fonctionnement et les attributions du fokontany ;
- ✎ Le fokontany est une subdivision administrative de base au niveau de la commune ;
- ✎ Le fokontany, selon l'importance de l'agglomération comprend des hameaux, villages, secteurs ou quartiers.

Les habitants du fokontany constituent le fokonolona. La liste de la limitation géographique des fokontany ainsi que les hameaux, par rapport au nombre de la population et l'étendue sont fixés par arrêté du représentant de l'État territorialement compétent, sur proposition du maire après délibération du conseil municipal ou communal, selon le cas.

2) *Cadre historique*

D'une manière générale à Madagascar, le système de fokontany apparaît vers la fin de la première république sous le régime du général Gabriel RAMANANTSOA (1972-1975) ; cette période a été marquée par la mise en place du « fokonolona », initié par son ministre de l'intérieur. L'arrivée au pouvoir de l'Amiral Didier Ratsiraka l'homme fort de la deuxième république en 1975, à instauré le fokontany en une collectivité décentralisée.

Ensuite, à l'avènement du professeur Albert Zafy au pouvoir en 1993, le fokontany devient le comité local de sécurité. Enfin depuis le président Marc RAVALOMANANA en 2002, le fokontany représente une collectivité décentralisée des pouvoirs de la mairie.

Ainsi le fokontany est dirigé par un président, assisté généralement par deux vices présidents plus un/une secrétaire. Ils sont nommés par arrêté municipal. Par conséquent, le fokontany représente la base de la commune. C'est le cas des quartiers ou du fokontany comme Ambohipo et Ambolokandrina. Le fokontany d'Ambohipo est constitué des « vieux quartiers » (Ampahateza, Andohaniato, Ambohipo Tanàna) et des « nouveaux quartiers » (Cité Ambohipo, Cité Universitaire d'Ambohipo). La cité civile d'Ambohipo a ouvert ses portes en 1962 avec un nombre de cinq cent (500) logements. Le campus universitaire d'Ankatso commençait à fonctionner à la même époque. La cité universitaire d'Ambohipo a été construite vers la fin des années soixante-dix plus exactement en 1977. Deux ans après, c'est-à-dire en 1979 le fokontany d'Ambohipo se dotait d'un CEG ou Collège d'Enseignement Général(CEG). Dans les deux fokontany, on trouve aussi des nouveaux bâtis qui ont alimenté le flux migratoire des années soixante dix(70) entraînant l'augmentation du nombre des habitants du fokontany. De par l'origine de leurs habitants, Ambohipo et Ambolokandrina présentent une similitude : ils sont en majorité des « mpiavy » (immigrés).

B- Situation démographique

1) Généralités

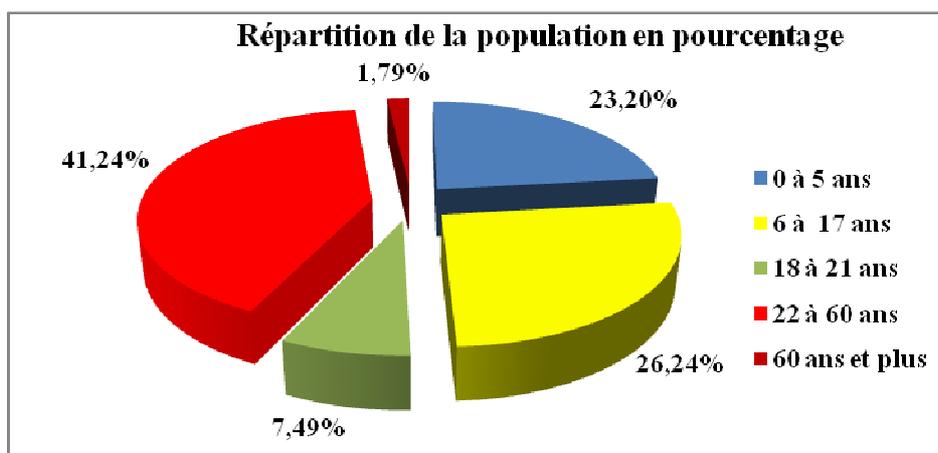
Selon le dernier recensement effectué en 2009, ces deux fokontany comptent environ 42.412 âmes dont 22.002 dans le fokontany d'Ambolokandrina et 20.410 dans le fokontany d'Ambohipo. En moyenne la taille de ménage est de 05 par foyer avec une densité avoisinant 70 habitants au km². Le taux de natalité est de l'ordre de 5,4% et celui de mortalité est estimé à 1,7%. Le nombre d'électeurs est environ de 24.013.

Tableau n°04 : Répartition de la population par âge et par sexe dans le fokontany d'Ambolokandrina

Âge	Masculin	Féminin	Total	Pourcentage(%)
0-5	1.785	3.321	5.106	23,20
6-17	1.957	3.818	5.775	26,24
18-21	727	923	1.650	7,49
22-60	3.927	5.148	9.075	41,24
+ de 60	137	259	396	1,79
Total	8.533	13.469	22.002	100

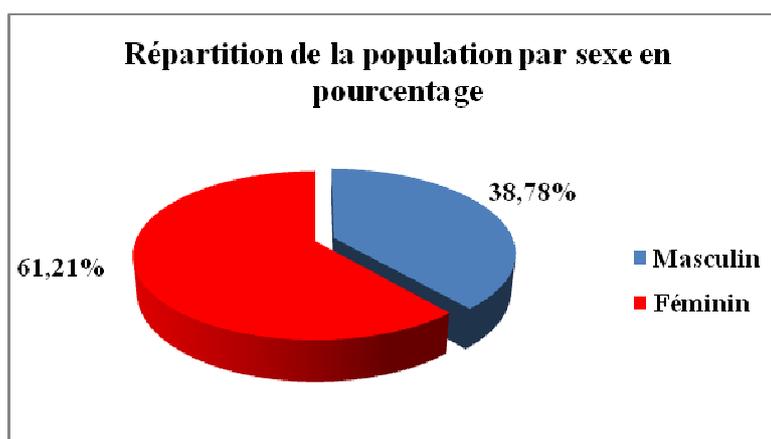
Source : Fokontany Ambolokandrina 2009

Graphique n°02 : Répartition de la population d'Ambelokandrina par tranche d'âge



Source monographie du fokontany Ambelokandrina 2009

Graphique n°03 : Répartition de la population d'Ambelokandrina par sexe



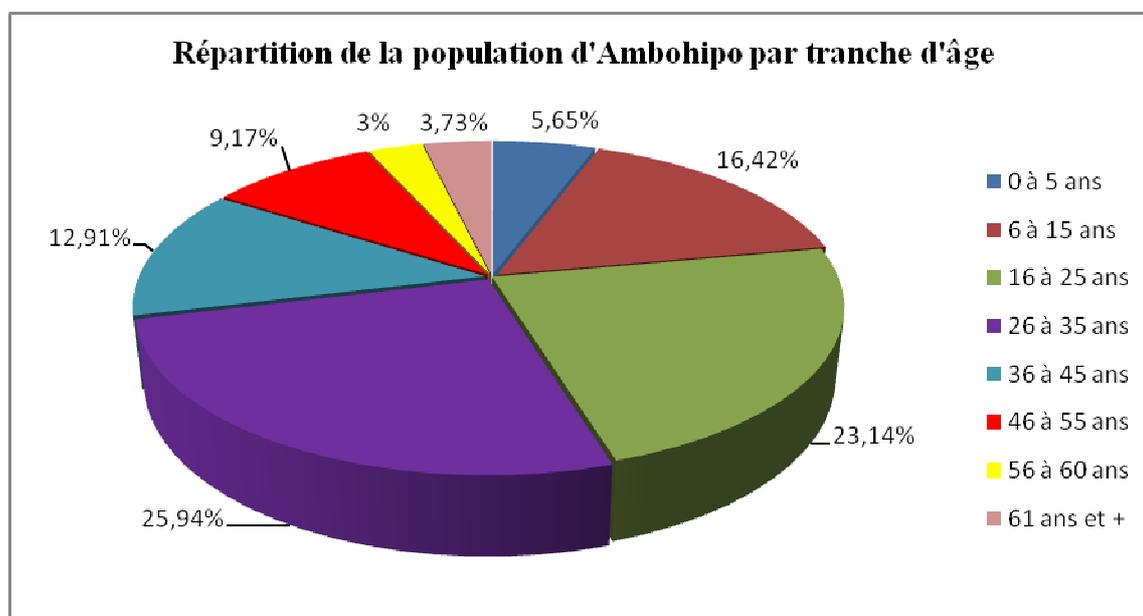
Source monographie du fokontany Ambelokandrina 2009

Tableau n°05 : Répartition de la population par âge et par sexe dans le fokontany d'Ambohipo

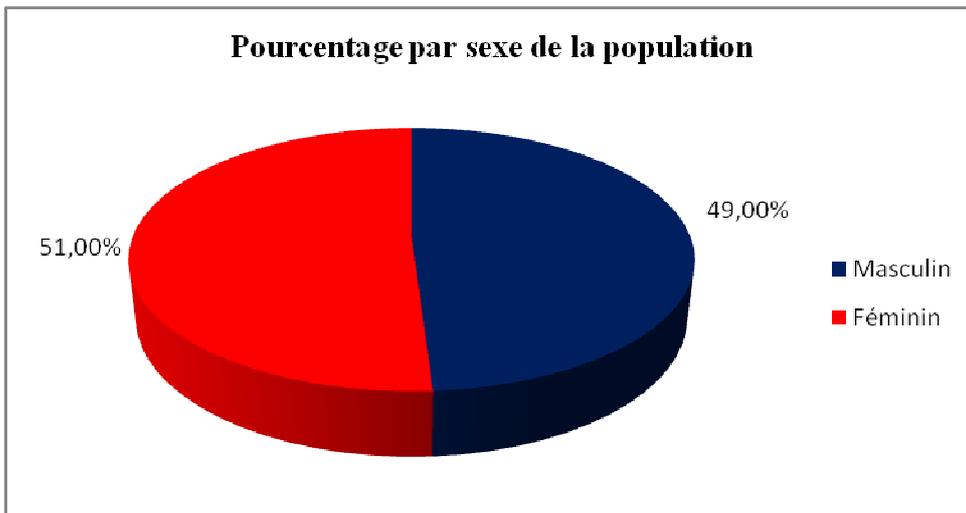
Âge	Masculin	Féminin	Total	Pourcentage(%)
0-5	545	610	1.155	5,65
6-15	1.664	1.689	3.353	16,42
16-25	2.291	2.433	4.724	23,14
26-35	2.739	2.557	5.296	25,94
36-45	1.323	1.312	2.635	12,91
46-55	932	940	1.872	9,17
56-60	292	321	613	3
+ de 60	320	442	762	3,73
Totaux	10.106	10.304	20.410	100

Source : Fokontany Ambohipo, 2009

Graphique n°04: Répartition par tranche d'âge de la population d'Ambohipo



Source : monographie du fokontany Ambohipo, 2009

Graphique n°05 : Répartition par sexe de la population d'Ambohipo

Source : monographie du fokontany Ambohipo, 2009

2) Composition ethnique

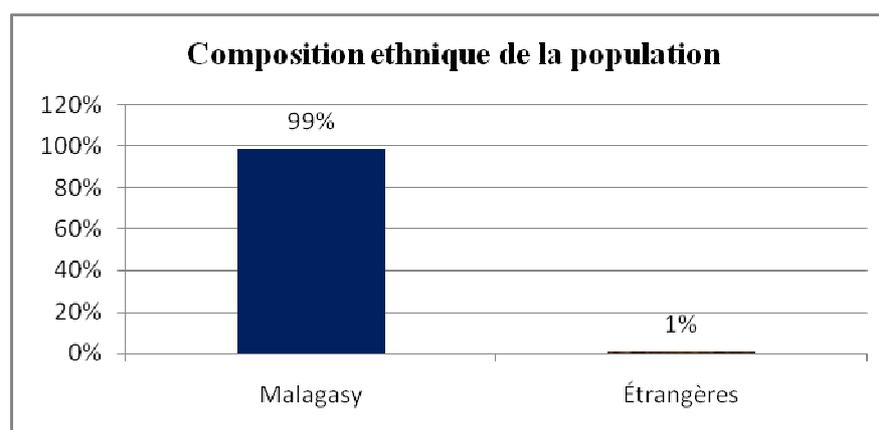
Dans les deux quartiers, on trouve aussi des nouveaux bâtis qui ont alimenté le flux migratoire des années soixante dix(70) entraînant l'extension de la ville. De par l'origine de leurs habitants d'Ambohipo et d'Ambolokandrina présentent une similitude : des quartiers ayant comme origine des immigrés. Donc la population de ces deux fokontany est constituée en majorité par des malgaches originaires des vingt deux (22) régions. Par ailleurs, on y trouve aussi des étrangers, principalement des étudiants comoriens qui viennent pour faire leurs études soit à l'université d'Antananarivo soit dans les instituts privés. À part les dix-huit (18) ethnies, on rencontre aussi des Européens, des Africains et surtout des Comoriens. Il s'agit donc d'une population cosmopolite avec une forte prédominance des jeunes, surtout des étudiants.

Tableau n°06 : Pourcentages et effectifs des habitants dans les deux fokontany

Nationalités & ethnies	Pourcentage(%)	Effectifs
Malagasy	99	42.412
Étrangères	01	369
Total	100	42.781

Source : Fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina 2009

Graphique n°06 : Composition de la population d'Ambohipo et d'Ambolokandrina



Source : monographie du fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina 2009

3) *Mouvement de la population*

a) *Immigration :*

Il existe un mouvement migratoire très important dans ces quartiers et l'université en est la principale cause. On remarque aussi que la majorité de la population sont des étudiants, des fonctionnaires, des écoliers. La plupart des étudiants, faute d'infrastructure d'accueil de l'université, surtout ceux qui sont originaires des autres régions, louent des maisons au sein du fokontany afin de réduire les dépenses au cours de leur cursus universitaire. Quant aux fonctionnaires, ceux qui ont les possibilités construisent des maisons ; mais ces nouvelles constructions sont situées notamment à Andranovory et à Avaratrankatso où on remarque par conséquent une croissance démographique constante.

Tableau n° 07 : Tableau représentant les motifs de départ des populations migrantes dans les deux fokontany

Provenance	Ethnies	Causes	Durée
Diverses	Pluriethniques	Etudes universitaires ; Traitements ; Affectation	Définitive ou Temporaire

Source : fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina 2009

b) *Activités de la population*

Comme nous venons de le mentionner précédemment, la population de ces deux fokontany, est majoritairement jeune et étudiante. Leur principale activité tourne donc autour de la scolarisation ou des études mais cela n'empêche qu'il existe d'autres activités professionnelles. On peut rencontrer des :

- Cultivateurs, éleveurs, bouchers, poissonniers ;
- Commerçants, garagistes, menuisiers ;
- Enseignants, médecins, artisans ;
- Prestataires de services (microédition par exemple), des journaliers, des fonctionnaires.

Section 2 : Aspects économiques

A -Activités économiques prédominantes

En général, le commerce ne touche qu'un faible pourcentage de la population, même si on constate que les activités économiques dans ces deux fokontany sont multiples et diverses. On remarque aussi surtout à Ambohipo le long de la rue des bars qui poussent comme des champignons. Comme on l'a mentionné auparavant, ces deux fokontany sont très animés.

1) Agriculture et élevage

- La majorité des paysans s'appuient sur une seule culture pour leur subsistance. La faiblesse de la recherche en développement constitue une contrainte à l'expérimentation de la diversification de culture. Madagascar est un pays à dominance rurale, ce n'est pas étonnant que si on trouve de l'activité agricole dans les grandes villes ou dans les capitales comme le cas de ces deux fokontany. L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités des quelques ménages des gens d'Ambohipo et d'Ambolokandrina. Le fleuve de l'Ikopa alimente les quelques rizières dans ces deux fokontany. Comme l'eau existe presque tout au long de l'année, on remarque que la zone marécageuse est éventuellement transformée en riziculture et en pisciculture. Mais les matériaux de productions sont en général de type manuel voir archaïque. Par ailleurs, comme dans toute l'île surtout dans le domaine de l'agriculture, les agriculteurs rencontrent les mêmes problèmes cruciaux tels que le manque ou la cherté des engrais, l'existence des parasites et l'insuffisance d'appui technique.

- Pays d'élevage, Madagascar l'est. On lui donne le doux nom d'élevage contemplatif. Partout, que ce soit en ville ou dans les zones rurales, chaque famille pratique ce petit métier de « petit élevage ». Dans chaque famille, on va trouver, même chez les plus humbles, quelques poulets, canards, où chez les plus aisés, quelques troupeaux de zébus. La taille importe peu, mais le cheptel vivant avec la famille constitue d'abord un « porte monnaie ». En effet, le moment venu, et pour des nécessités monétaires, on vend un peu de ces poulets, bœufs...il arrive aussi que l'on en mange. La majorité des paysans pratiquent l'élevage de bétail et des volailles parce que ces fokontany disposent d'une vaste étendue de prairie.

2) Moyen de locomotion et infrastructure routière

Par sa situation géographique, les fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina bénéficient de nombreux atouts. Par exemple au niveau du transport ; des coopératives de transporteurs assurent le transport urbain tout le jour. Plusieurs chemins mènent aux fokontany tels que la RN°2 bis, la route d'Ambatomaro, celle d'Ambohipo et enfin celle d'Ankatso. Le taxi Be collectif n°182, 129 et 156 desservent les centres villes et la route est praticable pendant toute l'année. D'ailleurs et même les pistes rurales sont accessibles pour toutes les saisons.

B- Données sociales

1. Enseignement et éducation

A part l'université d'Antananarivo qui attire en particulier les jeunes malgaches, nombreuses écoles et établissements à caractère public ou privé s'éparpillent dans ces deux fokontany. Les écoles y constituent un pôle attractif à tel point que des élèves ainsi que des étudiants viennent s'implanter définitivement dans les fokontany pendant leurs études sont actuellement beaucoup fréquentées des écoles professionnelles. Dans ces deux fokontany surtout celle d'Ambolokandrina existent plusieurs écoles professionnelles.

Le taux de scolarisation est très important malgré le fort pourcentage des chômeurs qui caractérisent ces deux fokontany. En ce qui concerne l'EPP dans le fokontany d'Ambolokandrina, la coopération Chine-Madagascar permet de construire le nouveau bâtiment. En ce qui concerne cette EPP, il s'agit actuellement de l'annexe de l'EPP Ambohipo. Ces deux fokontany disposent d'un Collège d'Enseignement General (CEG) qui se trouve dans le fokontany d'Ambohipo.

Chapitre IV : Corrélation entre les clients et fournisseurs

Ce chapitre est consacré à l'analyse du mouvement ou les circuits d'approvisionnement de ces acteurs et enfin nous procéderons à l'étude d'impact de cette activité.

Section1 : Caractéristiques de l'économie populaire

« On entend par économie populaire l'ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par les groupes populaires en vue de garantir, par l'utilisation de leur propre force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, matériels autant qu'immatériels. » Sarria Icaza (2006). Depuis les années 1980, le terme d'économie populaire est utilisé pour faire référence aux activités développées par ceux qui sont exclus du monde du travail salarié et par les travailleurs qui, à cause de bas salaires, cherchent dans le travail indépendant un complément à leur revenu.

Traditionnellement on décompose l'économie populaire en deux économies : l'économie familiale et l'économie conviviale. L'économie familiale était autrefois la composante la plus importante de l'économie et assurait l'essentiel des activités de production. Son déclin relatif est dû au développement de l'économie de marché et au développement de l'économie sociale (assurance maladie, retraites, chômage, services sociaux...). Les principaux travaux réalisés dans le cadre de l'économie familiale sont : la transformation des achats alimentaire en biens de consommation (repas) ; les activités de services telles que le ménage et les travaux de couture, le jardinage, le bricolage et les petites réparations ; les activités de service à la personne comme la garde des enfants, la garde des malades et des personnes âgées, le transport des personnes ; mais aussi des activités plus commerciales ou de services telles que l'aide à l'exploitation familiale agricole ou artisanale (récolte de production agricoles, petite comptabilité, accueil et renseignements des clients...).

L'économie populaire est donc composée d'activités de production associée, de micro entreprises familiales et d'initiatives individuelles. Dans ces trois catégories, les activités sont à des niveaux d'accumulation différents : le niveau de croissance, le niveau de subsistance et le niveau de survie (Cf. Tableau n°08).

Tableau n°08 : L'économie populaire⁴¹

		Production as-sociée	Micro entreprise familiale	Initiatives individuelles
Niveau de croissance	Sud	Ateliers autogérés	Ateliers productifs	Chauffeurs de taxi
	Nord	SCOP : coopérative ouvrière de production	Travail non déclaré dans l'entreprise familiale	travailleurs indépendants
Niveau de subsistance	Sud	Groupes d'achat	Petits magasins	Petites réparations Domesticité
	Nord	Systèmes d'échange local	Travail non déclaré dans l'entreprise familiale	Travail au noir chez des particuliers
Niveau de survie	Sud	Cuisines collectives au Pérou	Récolte des déchets	Vendeurs de rue
	Nord	Cuisines collectives au Québec	Mendicité familiale	Saltimbanques des rues

Sources : inspiré de Louis Favreau (2004)

Deux précisions doivent être apportées à ce tableau. D'abord, les SCOP qui sont des activités de production associée font bien partie de l'économie populaire, mais pas de l'économie informelle puisqu'elles sont déclarées. Ensuite, les travailleurs indépendants (initiatives individuelles d'économie populaire dans les pays du nord) prennent souvent le statut de profession libérale pour être en règle avec la législation, mais ils peuvent aussi être non déclarés, notamment le développement des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) avec le développement du télétravail et du travail à domicile complexifie les schémas traditionnels du travail non déclaré. Ces travailleurs indépendants sont des sous-traitants d'entreprises de l'économie formelle.

⁴¹ Favreau Louis (2004), « *Qu'est-ce que l'économie informelle, l'économie populaire et l'économie sociale et solidaire* », Observatoire en économie sociale de l'Outaouais, Québec, Canada, www.uqo.ca/observer/, p06.

Section 2 : Une approche par les relations et les réseaux

Les vendeurs ambulants constituent un groupe social particulier dont les formes d'insertion urbaine sont diversifiées. La plupart d'entre eux apprennent à évaluer les ressources disponibles dans l'espace urbain et mettent en jeu des compétences d'individus qui s'appuient sur des expériences et des savoirs faire, mais aussi sur des réseaux sociaux. Notre approche privilégie le capital social de Bourdieu P. et les ressources actuelles ou potentielles des vendeurs ambulants. Nous avons essayé d'appréhender le réseau personnel des ambulants c'est-à-dire l'ensemble des relations qui leur permettent d'accéder à différentes ressources (informations, argent, objets, protection...), mais également l'ensemble des liens qu'ils tissent dans leur milieu urbain.

A- Approche historique/originelle du pullulement de la vente illicite des médicaments dans ces deux fokontany.

L'origine de cette activité remonte au début des années quatre vingt(80). Plus exactement c'est lorsque l'État malagasy commençait à supprimer le « régime alimentaire » des étudiants que certains d'entre eux trouvaient l'idée ou l'initiative de faire ce type activité. D'après eux c'est depuis le régime du Professeur ZAFY Albert que cette activité commence à se développer. Dans ces deux fokontany on peut dire que les acteurs ou les patrons des unités de production informelle ne sont pas issus de l'exode rural ou bien du chômage technique mais plutôt d'insertion professionnelle car tout ce sont des anciens étudiants de l'université d'Antananarivo. Mais ce qui est étonnant ce qu'aucun d'entre eux ne sont pas des anciens étudiants en médecine ou en pharmacologie.

B- Tentative d'analyse sur les circuits de ravitaillements

D'après les propos et les analyses recueillis auprès des patrons et leurs intermédiaires nous avons pu reconstruire le fonctionnement et le développement du phénomène dans ces deux fokontany. On peut dire que la vente illicite des médicaments dans ces deux quartiers se propage et se conforte grâce à un réseau d'interconnexion tissé au fil des années par les vendeurs de la rue entre eux-mêmes. Pour bien comprendre ce phénomène, il est important de s'attarder point par point sur les différentes sources d'approvisionnement les plus connues. De manière concrète, il semble que deux types de produits soient trouvés sur le terrain : ceux qui sont officiellement autorisés et les autres. Rappelons que la question est ici de savoir d'où et de quelles manières arrivent ces différentes catégories de médicament sur le marché informel.

1) Les médicaments des pays voisins

L'intégration régionale et sous-régionale a favorisé la libre circulation des hommes et des biens dans certain pays et a amené aussi une circulation illicite des médicaments d'un pays à l'autre. Certaines nations des régions de l'Afrique produisent déjà du médicament générique local, comme l'Afrique du sud, très souvent utilisé dans les hôpitaux de part son cout relativement bas.

2) Grossistes privés et publics

Certains de grossistes sont connus et occupent le circuit de distribution de médicament depuis des années. Ils sont d'ailleurs reconnus par les marchands ambulants de ces fokontany pour leur sérieux et leur compétence en approvisionnement. Leurs fichiers clients ne souffrent d'aucune contestation. À coté de ces grossistes conventionnels, cohabitent des grossistes, dont les principaux clients se retrouvent parmi les vendeurs de la rue sous le couvert de plusieurs centres de santé inconnus et non identifiés. Il y a aussi des fuites, des vols de médicaments chez ces grossistes, qui sont directement écoulés dans le circuit de médicament de la rue. Les centrales d'achats des médicaments constituent également un grand réservoir de ravitaillement. À ce niveau aussi, tout le monde peut acheter à sa guise, pour peu que l'on se fasse passer pour un infirmier de la brousse. Le médicament prise en stock n'arrive pas dans les campagnes, mais va dans les marchés illicites.

3) Les malades eux-mêmes et les faux malades

Il est courant de rencontrer certains malades qui échangent les produits non utilisés dans le cadre d'une hospitalisation, contre certains médicaments. D'autres les proposent tout simplement à revendre à vil prix, tout simplement parce que dans les officines de pharmacie, les produits vendus ne peuvent généralement plus être repris. Mais ce cas ne représente qu'une infime partie du circuit de ravitaillement. Les faux malades sont les fonctionnaires ou les personnels d'entreprise qui bénéficie des aides médicales.

4) Les officines de la pharmacie

Les échantillons de médicaments gratuits, offerts par les délégués médicaux dans des pharmacies ne sont pas très souvent utilisés à bon escient. Ces médicaments sont vendus au boutiquier du coin qui tient un rayon de médicament dans sa boutique. Ce phénomène explique en partie la présence de certains médicaments officinaux⁴² dans la rue.

5) Les délégués médicaux

Certains délégués médicaux sont sous la pression de leurs employeurs. Il leur faut avoir des résultats, faire de chiffre d'affaires, en somme. Il leur est souvent imposé un quota minimum de ventes. Ainsi, pour écouler leurs produits, et justifier leur travail, ils préfèrent « négocier » avec les vendeurs de la rue, qui se regroupent et passent des commandes importantes des produits en se servant de leur « couverture ». Certains échantillons médicaux leurs sont remis en guise de compensation. D'autres, par contre vendent carrément des médicaments estampillés « échantillon » sur les marchés.

⁴² Se dit d'un remède préparé et conservé dans l'officine du pharmacien.

6) *Les dons des médicaments*

Les dons des médicaments constituent une autre piste importante du médicament de la rue. Dans ce circuit, les médicaments constituent une véritable « friperie ». Un mélange de produits de plusieurs provenances, avec des boîtes et notices aux langues inconnues, mais qui se retrouvent dans le circuit commercial. De nombreux médicaments sans autorisation de mise sur le marché sont ainsi mis en vente sur le marché local.

7) *La diaspora Malagasy(Antananarivienne) en Europe*

Sans mettre en cause le travail de développement fait par les diasporas, il est important de noter que les efforts qu'ils consentent à envoyer des médicaments collectés auprès des organisations humanitaires, pour aider leurs concitoyens, s'avèrent être vains, puisque ces médicaments n'arrivent presque jamais à destination et se retrouvent en vente libre dans des nombreux quartiers comme le cas d'Ambohipo et d'Ambolokandrina.

Section 3 : Présentation du secteur informel dans le fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina

A- Activité tertiaire et secteur informel

Dans un pays comme le nôtre on trouve le secteur informel dans toutes sortes types d'activités. Car dans ces fokontany, les activités de production informelles sont plutôt tournées vers les secteurs de circulation, surtout dans les activités commerciales, selon nos enquêtes il est plus facile à faire/créer et demandant peu de qualifications/performance. Mais l'activité dominante est le commerce ambulancier des médicaments dominé par le fort pourcentage de population masculine (environ 71 %).

1) L'uniformité

Si vous êtes de passage dans ces deux fokontany vous pouvez observer ce phénomène. L'enquête comme ne témoigne le tableau ci-dessous souligne le caractère de cette homogénéité des acteurs (chefs d'entreprise ou patrons et leurs intermédiaires) du secteur de la vente illicite des médicaments dans ces deux quartiers.

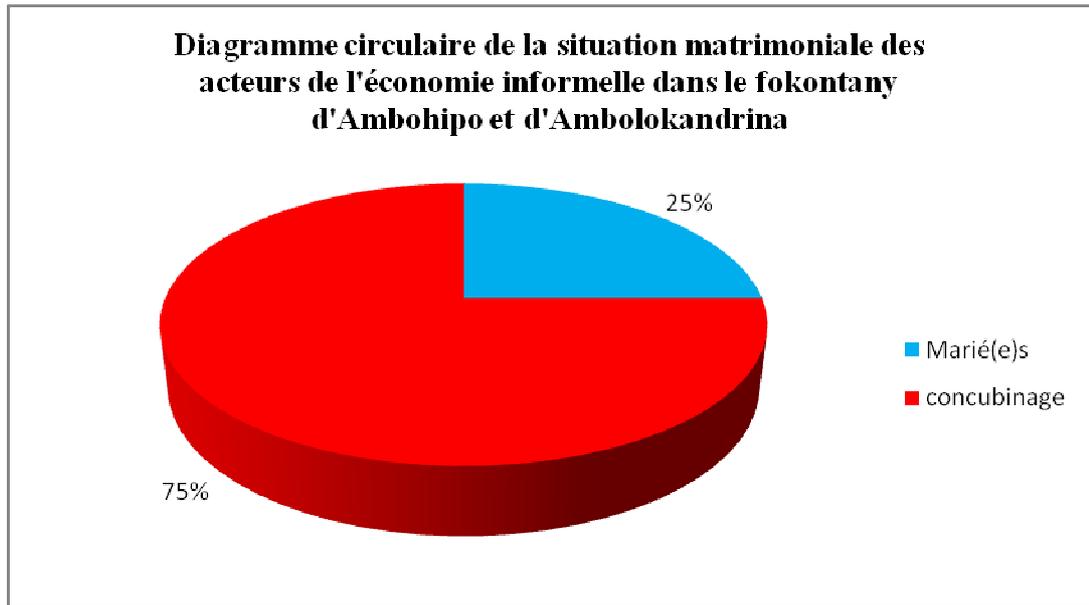
Tableau n°09: Pourcentage des acteurs du secteur informel dans les deux fokontany du point de vue genre

Sexe	Effectifs	Pourcentage (%)
Masculin	25	71
Féminin	10	29
Totaux	35	100

Source enquête personnelle 2010

D'après ce tableau on voit que 71 pour cent des acteurs du secteur de la vente des officines de la rue dans ces quartiers sont de sexe masculin avec un faible pourcentage des femmes environ 29 pour cent. Toujours sur ce tableau tous les patrons qui acceptent d'être interviewés sont des hommes, pères de famille.

Du point de vue statut matrimonial la majorité des patrons sont mariés légitimement par contre leurs intermédiaires vivent en concubinage ce graphe ci-contre en témoigne.

Graphique n°07 : Diagramme de la situation matrimoniale

Source : enquête personnelle 2010

D'après ce diagramme la prédominance des foyers qui vivent en union libre est très manifeste. Ces derniers constituent même une écrasante majorité avec un taux de 75 pour cent, la plupart sont les intermédiaires des officines de la rue et les reste c'est-à-dire les 25 pour cent sont les patrons. Ce fort pourcentage d'union libre du côté surtout des intermédiaires s'explique par leur situation. Par contre, du côté des patrons cela s'expliquerait par le fait que le mariage dépend entre autres causes de l'obtention d'un travail rémunéré. Certains d'entre eux pensent un jour travailler comme fonctionnaire de l'État. Le mariage est souvent assimilé à la prise de responsabilité et marque la place de l'individu dans la société.

Par ailleurs, du point de vue de l'âge, on constate que les jeunes et les adultes se côtoient dans ce secteur dans les deux fokontany certains font même de va et vient plusieurs fois entre les deux pendant la journée. On observe que dans ces deux fokontany, l'activité informelle est dominée par des jeunes et adultes entre 20 à 40 ans (cf. Tableau n°09). Donc jusqu'à maintenant on n'observe pas encore la présence des enfants ou des mineurs.

La misère absolue contraint les parents à compter sur leurs enfants pour contribuer à la survie de la famille. Surtout en période de crise économique et politique comme maintenant où le pourcentage des enfants qui travaille augmente. La preuve est qu'à Madagascar, selon qui a porté sur un échantillon de 47.000 élèves dans trois grandes villes : Antananarivo, Ambositra et Fianarantsoa de plus en plus d'enfants combinent le travail et l'école. La plupart des enfants dans les écoles publiques travaillent avant ou après l'école pour gagner de l'argent, pour acheter leurs fournitures et en donner à leurs parents. En conséquence, les enfants arrivent à l'école en retard, sont fatigués et incapables de se concentrer.⁴³

⁴³ D'après le quotidien Madagascar Matin édition n°261 rubrique société, du 06/05/10. Étude menée par le ministère de l'éducation nationale,

Tableau n°10 : Répartition des sujets enquêtés selon le critère d'âge

Âge	Effectifs /Acteurs		Total	Pourcentage(%)
	Patrons	Intermédiaires		
[20 - 25[00	08	08	23
[26 - 30[00	14	14	40
[31 - 35[01	06	07	20
[36 - 40[04	02	06	17
[41 et plus [00	00	00	00
Total	05	30	35	100

Source enquête personnelle 2010

D'après nos investigations et à propos de ce tableau, 41 pour cent des acteurs de l'économie informelle dans ces fokontany avaient opté pour ce secteur parce qu'ils ne pouvaient trouver d'autre travail. 30 pour cent parce que leur famille avait besoin d'un revenu supplémentaire, 10 pour cent en raison de la possibilité de déterminer librement leur horaire et leur lien de travail, et 09 pour cent seulement à cause de bonnes possibilités de revenus.

Tableau n°11 : Proportion des acteurs de l'économie informelle selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Effectifs		Total	Pourcentage(%)
	Patrons	Intermédiaires		
Primaire	00	14	14	40
Secondaire	00	16	16	45,71
Supérieur	05	00	05	14,28
		Total	35	100

Source enquête personnelle 2010

A partir de ce tableau nous avons pu remarquer que la majorité des acteurs du secteur informel sont scolarisés. Par rapport au parcours scolaire, moins de la moitié soit 40 pour cent des acteurs ont fréquenté l'école primaire. 40% ont arrêté leurs études dès l'école primaire ; 20% ont accédé au lycée. Seul, 14,28 pour cent d'entre eux c'est les patrons qui ont eu un niveau universitaire.

Dans ces fokontany qualifiés comme les plus cosmopolites de la ville des mille, cette activité est encore dominée par la population originaire de la région haute Matsiatra et Amoron'i Mania même si l'appartenance ethnique ou religieuse ne débouche pas nécessairement à l'appartenance des classes.

Tableau n°12 : Répartition des sujets enquêtés selon l'appartenance ethnique et la région d'origine

Ethnie et origine	Effectifs	Pourcentage
Merina	10	28
Betsileo(Imady)	21	60
Autres	04	12
Total	35	100

Source enquête personnelle 2010

Tableau n°13 : Les sources de financement au début du travail

Sources de financement	Effectifs	Pourcentage(%)
Capital personnel	28	80
Emprunt à des personnes	05	14
Autres	02	06
Total	35	100

Source enquête personnelle 2010

Plus de 80 pour cent des personnes que nous avons interrogées font appel à appel à leurs économies personnelles ou à celles de leur famille, 14 pour cent empruntent à d'autres personnes. D'autres sources de capital de démarrage sont le « tourisme commercial » c'est-à-dire ramener des marchandises d'autres régions pour les vendre ici à Antananarivo ou vis versa. A noter aussi que dans ce tableau nous avons mis ensemble les intermédiaires et leurs patrons.

Tableau n°14 : Répartition des sujets enquêtés selon l'appartenance religieuse

Confessions	Effectifs			Total
	Intermédiaires	Patrons	Clients	
Christianisme	25	05	30	60
Musulmane	05	00	00	05
Autres	00	00	00	00
Total	30	05	30	65

Source enquête personnelle

Ce tableau montre que la majorité de nos enquêtés sont des croyants. Ce dernier s'explique par un faible nombre des acteurs pendant le week-end surtout le dimanche après midi. Dans ces deux fokontany on trouve toutes catégories des religions. La présence des autres religions prouve que la population de cette fokontany est formée par des groupes ethniques cosmopolites. Aujourd'hui on recense deux mosquées une qui se trouve à Ambolokandrina et l'autre se trouve à Ankatso I.

B- Etude d'impacts

Dans ces fokontany on peut dire que l'activité informelle un double impact, d'abord économique et culturel. En première vue on voit que tous les patrons vivent mieux c'est la raison qui incite les autres ou leur entourage à faire cette activité.

Couverture totale ou prise en charge :

L'impact premier du travail informel est d'assurer une couverture ou une prise en charge des besoins de la famille. Certains précisent que la prise en charge est totale dans la mesure où elle englobe la dépense quotidienne, les besoins de scolarité des enfants, le règlement des besoins particuliers et collectifs des membres de la parentèle. L'écrasante majorité des enquêtés (80%) assure les urgences, les besoins les plus élémentaires et le minimum à leur famille. Dans ce secteur la charge moyenne d'une famille est de 08 personnes c'est un chiffre énorme en réalité.

Soutien et participation :

Certains participent uniquement aux besoins de leur famille. D'autre envoient des mandats à leurs parents ou leurs proches pour les soutenir dans leurs charges.

Autonomie personnelle :

D'aucuns imaginent que le plus grand impact de leur activité est de leur permettre de se libérer de la dépendance du cercle familial. Quand on s'achète ses propres habits, quand on assure soi-même ses frais de scolarité, on est en position de penser qu'on aide vraiment sa famille qui devait s'en charger.

Formation :

Aujourd'hui dans ces fokontany, on note une certaine forme d'héritage du métier qui fait que les différents membres, au lieu de fouiner ailleurs, bifurquent uniquement dans l'atelier familial pour se former au métier qui s'impose à eux. C'est du moins l'opinion de quelques acteurs (4%).

Chapitre V : Opérationnalisation des hypothèses

Puisque les hypothèses sont des propositions de réponse à la question de la problématique, alors elles doivent être d'une manière générale vérifiable, autrement dit, elle «énoncent une relation de cause à effet, sous une forme permettant la vérification empirique. Le présent chapitre se propose donc de mettre en exergue un certain nombre d'informations afin de valider ou d'infirmer les hypothèses préalablement établies au début de la recherche et permettra d'avancer des discussions sur les résultats.

A- Validation et infirmation des hypothèses

Les hypothèses énoncées lors de cette recherche, rappelons le, sont les suivantes :

- a) Le secteur informel qui constitue une sphère à part entière dans le système économique, est un élément fondamental dans les mécanismes amortisseurs de la pauvreté;
- b) L'activité informelle permet à certains jeunes actifs diplômés ou aux anciens étudiants sortants de l'université de débiter leur expérience/carrière dans le monde du travail faute d'insertion professionnelle;
- c) Les officines de la rue sauvent/allègent pour l'instant le besoin /le calvaire de certaines catégories de la masse populaire vu la hausse des prix des médicaments dans les pharmacies.

1) Le secteur informel qui constitue une sphère à part entière dans le système économique, est un élément fondamental dans les mécanismes amortisseurs de la pauvreté.

Il est difficile d'envisager un réel développement pour un pays sans une véritable participation de ses citoyens à la gestion des affaires publiques. Madagascar ne déroge pas à cette règle. Si les structures étatiques sont les organisateurs principaux du développement, les acteurs civils en sont les bénéficiaires principaux. Force est de constater que la population en général ne joue pas pleinement leur rôle d'acteur du développement.

Dans un pays en développement comme le nôtre malgré la mondialisation le secteur informel reste une issue de secours pour les populations vivant dans un pays où l'État n'arrive à créer de l'emploi décemment pour sa population. Donc pour survivre la population est obligée d'investir dans l'informel comme c'est le cas dans ces deux fokontany où le nombre des acteurs se sont multipliés par deux voire par trois ce dernier temps. Ce n'est pas la simple issue de secours mais puisque nous vivons dans une société d'imitation donc les gens n'ont pas encore l'esprit d'initiative mais d'imitation. Ces derniers temps est la cause de forte augmentation de leur nombre. Ce qui pose un problème entre eux maintenant est l'extrême concurrence, qui accroît leur vulnérabilité en les incitant à prévoir des marges bénéficiaires réduites au minimum. Ce qui implique un marché de travail non protégé, sans système d'assurance ni réglementation sociale. Le tout aboutit à un marché de produits et de services, assurant des revenus irréguliers et non contrôlables, où la marge entre l'illicite est souvent insaisissable (dealer, trafic,...)

En somme, actuellement, la grande majorité des acteurs du secteur informel ignore l'illégalité de leurs activités car la plupart d'entre eux ne connaissent pas leurs droits et leurs obligations.

2) L'activité informelle permet à certains jeunes actifs diplômés ou aux anciens étudiants sortants de l'université de débiter leur expérience/carrière dans le monde du travail faute d'insertion professionnelle.

Dans ces fokontany, les patrons sont des anciens étudiants de l'université d'Antananarivo. Ce qui est étonnant ce qu'ils ne sont pas des anciens étudiants de la faculté de médecine ou de pharmacologie ou plutôt d'une filière qui à des relations avec leurs activités ; ils sont tous des anciens étudiants de la faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie (DEGS). La majorité aussi ne termine pas jusqu'à la fin leurs cursus à la faculté ; pour diverses raisons soit pour des raisons sociales, nombreux d'entre eux sont issus des régions lointaines ou d'une famille des paysans. Comme nous le savons tous maintenant que la vie devient de plus en plus difficile. Il semble très difficile pour leur parent d'assurer leur besoin mensuel. La plupart des étudiants sont obligés de faire d'autres activités pour avoir de l'argent. C'est pourquoi si vous êtes de passage dans ces fokontany non seulement dans les secteurs des officines de la rue, vous pouvez aussi remarquer que les rues sont aussi occupées par des taxiphones par des étudiants qui se trouvent dans la même situation.

3) *Les officines de la rue sauvent/allègent pour l'instant le besoin /le calvaire de certaines catégories de la masse populaire vu la hausse des prix des médicaments dans les pharmacies.*

Dans ces quartiers la majorité des clients avant de faire leurs achats font d'abord des comparaisons des prix par rapport aux pharmacies légales. S'ils habitent hors du quartier ils ajoutent aussi le frais de taxi collectif.

La hausse des prix des médicaments dans les pharmacies, depuis cette année ne fait que développer la vente illicite de trafiquants de médicaments de rues dans la capitale. Depuis quelques temps les marchands de médicaments dans ces quartiers constatent une augmentation de l'ordre de 40% de leurs ventes. « *Il arrive même que j'ai jusqu'à une vingtaine de clients en une journée alors qu'auparavant je peinais à trouver une dizaine* » a expliqué un des vendeurs ambulants. En effet, depuis le mois de janvier de cette année les patients ou les clients remarquent une hausse constante des prix des médicaments dans les pharmacies. « *Avec l'inflation monstrueuse des produits de première nécessité(PPN), cette situation sur les prix de médicaments ne fait qu'amplifier le calvaire quotidien de la masse populaire* » ont expliqué deux jeunes femmes qui ont dû recourir aux médicaments de la rue même si elles n'accordent pas une totale confiance en ces genres de marchandises pointées du doigt et considérées comme dangereuses par les pharmaciens légaux. « *Nous avons un malade qui a besoin de ce médicament depuis plusieurs années, la famille a déjà préparé une caisse pour ses médicaments, avec la hausse des prix dans les pharmacies, nous n'avons plus d'autre choix que de recourir aux médicaments de rues* » ont-elles expliqué.

Face à la crise actuelle et l'augmentation incessante des prix des médicaments auprès des pharmacies, une grande part de la couche défavorisée est devenue la proie parfaite de ces marchands illicites de médicaments. Une autre mère de famille résidant à Ambanidia qui est obligée de prendre du « *captopril* » à vie à expliqué qu'elle à l'habitude d'en acheter aux vendeurs des rues, « *la boîte de 30 comprimés coûte en moyenne 5.000 ariary dans les pharmacies alors que chez les marchands ambulants je peux acquérir une boîte de 100 comprimés à ce même prix* ».

En somme, nos hypothèses sont tous vérifiable même si ce ne pas à cent pour cent nous pouvons dire que cette activité fait vivre nombreux famille actuellement et facilite ou réduit la misère des certaines couches de populations.

Tableau n°15 : Catégorisation des clients

Nomination /Classes	Effectif	Pourcentage(%)
Riches	04	13
Moyens	18	60
Vulnérables	08	27
Total	30	100

Source enquête personnelle 2010

Ce tableau reflète que toutes les catégories des classes sociales achètent des médicaments auprès des officines de la rue à Ambohipo et Ambolokandrina. Les 13 pour cent représenté ici dans les classes riches ce sont des gens instruits, salariés ou non parfois on voit des médecins qui achètent eux aussi auprès de ces marchands de rue et les 18 pour cent des classes moyennes sont des illettrés, alphabètes. Le faible pourcentage des couches vulnérables s'explique que ces catégories des populations n'ont pas des moyens de consulter un médecin lorsqu'ils sont malades.

Conclusion de la deuxième partie

Ce chapitre dresse le décor général du marché illicite des médicaments, depuis l'organisation de l'approvisionnement jusqu'à la forme prise par la vente.

Tout au long de cette deuxième partie nous avons commenté ensemble la monographie de ces deux fokontany ensuite dans la seconde chapitre on a parlé du secteur de la vente ambulante des médicaments par son origine et son impact dans la communauté. Ce secteur qui s'est beaucoup développé dans ces fokontany sur durant les moments difficiles que le pays traverse comme actuellement. Ces deux possèdent de très fortes potentialités grâce à l'existence d'une population jeune, l'existence d'une très grande plaine, du fleuve d'Ikopa. Mais toutes ces bases de l'économie rencontrent actuellement plusieurs obstacles dont il s'agit de l'insuffisance de la politique pour la promotion des jeunes, taux très élevé du chômage, grande plaine sous-exploitée ainsi que les exploitations illicites. Tout cela empêche le développement du fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina dans tous les secteurs.

Même si la résolution de ces problèmes centraux est à la base d'un développement durable et équilibré de tous les fokontany, ce qui ressort de la présente évaluation participative, plusieurs actions doivent donc être entreprises pour remédier à la dégradation incessante du niveau de vie de la population.

TROISIÈME PARTIE :

APPROCHES PROSPECTIVES

TROISIÈME PARTIE : APPROCHES PROSPECTIVES

Chapitre VI : Difficultés rencontrées et stratégies adoptés

Ce travail ne s'est pas réalisé avec une grande facilité. Les conditions de réalisation ont été très difficiles. Nous allons énumérer quelques-uns des innombrables écueils sur lesquels nous avons buté.

1) Difficultés d'accès aux données chiffrées récentes :

Que se soit au niveau national ou local, il n'existe pas de statistique officielle concernant le décompte sur l'état du secteur informel sur lesquelles on peut s'appuyer pour donner forme à un travail scientifique. Les acteurs ne sont pas fichés au niveau des services de la place. Le caractère même informel de l'objet de notre étude est révélateur.

2) Méfiance et refus des acteurs de l'informel :

Les acteurs du secteur informel éprouvent souvent des réticences à se prêter à l'enquête. Ceci est dû à l'incompréhension des objectifs de l'enquête, à la suspicion d'un éventuel espionnage du service des impôts ou des domaines. Nous déclinions dans la mesure du possible notre identité et les objectifs de l'enquête avec présentation de notre carte d'étudiant et la lettre d'introduction à l'appui pour mettre certains interviewés en confiance. Le respect strict de l'éthique nous a coûté cher avec bien des refus de la part des cibles. Pour jouer la carte de l'objectivité du point de vue des informations à recueillir, nous avons pensé et jugé nécessaire qu'il fallait jouer franc-jeu, être sincère et dévoiler notre véritable identité d'étudiant. Cela nous a permis, et nous le croyons fermement, d'obtenir des informations fiables. Néanmoins, bien des acteurs sur qui tombe le choix de l'échantillon ont refusé l'enquête mais nous procédions tout de suite à un remplacement par l'acteur qui occupait la place la plus proche. Nous n'avions pas été à l'abri des suspicions de journalisme ou d'espionnage. Par ailleurs, nous tentions, chaque fois que faire se pouvait, d'évacuer certains propos de l'acteur par une plaisanterie, une taquinerie. Le respect de l'opinion de l'enquêté a aussi été dans nos préoccupations durant toute la période de nos enquêtes.

Chapitre VII- Suggestions

Ce dernier chapitre est consacré aux suggestions quoi que nous suggérons ; Il serait impossible de la réaliser sans la volonté et surtout la participation de tous. Ici donc l'État a pour rôle de faciliter ou de favoriser la création d'emploi. Dans un pays comme le nôtre il semble impossible de supprimer catégoriquement l'activité informelle d'où le rôle de l'État est indéniable pour son intervention dans la création de l'emploi mais aussi et surtout dans l'éducation et le changement du comportement individuel pour réduire le nombre des personnes qui survivent grâce au secteur informel.

a) Rôles de l'État

Pour les constitutionnalistes l'État est une personne morale de droit public souveraine. Il possède trois composantes : un territoire, une population et un gouvernement. Dans un sens plus restreint, l'État est parfois assimilé aux éléments qui constituent l'administration centrale, se distinguant ainsi des collectivités locales ou des organismes relevant de la sécurité sociale. L'État est le support du pouvoir politique dans les sociétés modernes. Selon WEBER. M, il est une « communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé, revendique avec un succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime ».

b) Les fonctions essentielles de l'État

L'État assure deux types de fonctions :

- Une fonction de pacification des rapports politiques, dans la mesure, où les personnes passent et l'État reste. L'accession au pouvoir politique et son exercice sont déterminés par l'existence de règles constitutionnelles.
- Une fonction de pacification des rapports sociaux. Selon Elias. N (1897-1990), par l'exercice étatique du monopole de la coercition (pouvoir de contraindre), les individus intériorisent la nécessité de la non violence physique, se traduisent par l'existence d'un mécanisme d'autocontrainte.

Pour bien assumer son rôle l'État doit aussi favoriser et faciliter l'accès à l'éducation pour tous. Car c'est impossible d'apporter un vrai développement tant que la majorité de la population sont mal instruit. Pour ce faire quelque point doit-être renforcé.

A- Éducation à la citoyenneté et au civisme

L'éducation civique et citoyenne est un élément indispensable à la promotion de la démocratie de l'État de droit, au maintien des institutions démocratiques et à l'établissement de la bonne gouvernance. Il s'agit d'offrir au citoyen toutes les informations sur le fonctionnement de la société et celui du gouvernement. Elle doit faciliter un débat civique sur tous les sujets concernant les citoyens et l'État afin de développer le sens du civisme et de la citoyenneté et de souligner le droit et le devoir qui en découlent. Les structures démocratiques sont méconnues à Madagascar. Notre société se fonctionne en sous groupes qui manifestent de l'animosité les uns envers les autres. La méconnaissance de l'autre et de sa culture cloisonne chacun dans sa peur et limité nos échanges. Une partie de la population repoussée à la marge de notre société n'a pas la possibilité d'investir dans la vie citoyenne et démocratique.

L'idéologie individualiste et le culte de la compétition semble imprégner peu à peu notre société et balayer nos valeurs républicaines. Aujourd'hui le respect de la citoyenneté et du civisme diminue de moins à moins dans nos sociétés et même sa cousine qui est la morale est devenue une denrée très rare. Les responsabilités semblent partagées entre la famille, le milieu scolaire et l'État. Il y a aujourd'hui dans nos pays une fracture sociale culturelle et religieuse. La montée continue de violence à l'égard des personnes et certains évènements de l'actualité récente nous conduiraient à penser que nous sommes peut-être devant les prémises d'une forme de régression civilisationnelle vers la barbarie.

B- Démocratisation et action citoyenne

Les solidarités « informelles » constituant donc des « filets sociaux » de plus en plus lâches et de plus en plus fragiles, tandis que les solidarités de types maffieux ou intégriste tendent à se substituer à elles pour socialiser les exclus, l'intervention de la puissance publique s'avère plus que jamais nécessaire. A une condition cependant : qu'elle remplisse d'abord une fonction de redistribution équitable et rompt donc avec les modalités clientélistes, rentières et répressives des formes de régulation qui prévalent encore largement. La faille de l'État ne tient pas seulement et uniquement à son appropriation clientéliste et à son utilisation à des fins tributaires, elle tend aussi à un changement des conditions objectives, à l'impossibilité de faire face aux effets de la croissance démographique et de la globalisation notamment. Les actions citoyennes, les associations villageoises, de quartiers, professionnelles devraient permettre de redéfinir ce nouveau rôle de l'État, sur la base d'exigences de compétences, de rationalisation et de contrôle de l'utilisation clientéliste des services publics.

Dans ce mouvement, les ONG ont un rôle important à jouer, mais leur action doit cependant être coordonnée et régulée à un niveau central. En somme il s'agit de retrouver les fonctions d'un État régulateur et animateur des activités économiques, au service de l'ensemble des couches sociales, et contrôlé par elles. Démocratisation et intégration citoyenne sont donc devenues des conditions préalables de l'intégration sociétale. C'est donc ces deux processus qu'il convient d'appuyer au premier chef si l'on veut promouvoir véritablement un développement social qui ne soit pas seulement un slogan.

La démocratie n'est pas un modèle que l'on importe. Elle ne peut fonctionner que si elle prend racine. Dans la lignée des institutions démocratiques, chaque pays doit s'adapter à ses traditions, à sa situation socio-économiques. Par conséquent, ceci ne peut être réduit à un cadre juridique qui concernerait seulement les droits civils et politiques. Le but de la démocratie est aussi de permettre à chaque citoyen d'obtenir un meilleur niveau de vie, par le plein exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

C- Éducation et éducation de base

Un des ingrédients essentiels de l'aptitude à l'emploi et de l'accès au travail décent est l'alphabétisation de base. Dans l'économie d'aujourd'hui, basée sur la connaissance, les personnes analphabètes n'ont d'autre choix que de travailler dans l'économie informelle. *« L'éducation de base est un bon moyen d'assurer la mobilité et des revenus plus élevés dans le secteur informel, comme aussi un moyen potentiel d'entrer dans le secteur structuré ».*⁴⁴

Toutefois, l'alphabétisation de base est absente chez 40 pour cent des adultes en Afrique subsaharienne selon l'UNESCO. Selon ce même organisme bien que la fréquentation de l'école primaire et de l'école secondaire ait augmenté dans le monde entier, la sobre réalité demeure : quelques 113 millions d'enfants dont deux tiers sont des filles ne fréquentent toujours pas l'enseignement primaire, et ce sont eux qui risquent le plus d'être des enfants qui travaillent dans l'économie informelle. Il n'est pas de pays où une stratégie de promotion de l'emploi puisse aboutir si elle ne passe pas par l'alphabétisation et l'éducation de base. Pour s'attaquer à la question vitale de l'éducation en tant que droit essentiel et que le fondement de l'aptitude d'une personne à exercer un emploi décent, les objectifs fixés au Forum mondial sur l'éducation de l'UNESCO, organisé à Dakar en 2000 méritent d'être relevés : une amélioration de 50 pour cent de l'alphabétisation des adultes à l'horizon 2015, en particulier pour les femmes, et l'accès sur un pied d'égalité à l'éducation de base et continue pour tous les adultes ; l'accès universel à l'enseignement primaire pour tous les enfants d'ici à 2015.

⁴⁴ BIT : Rapport sur l'emploi dans le monde 1998-99 : Employabilité et mondialisation, le rôle crucial de la formation (Genève, 1998), p.173.

D- Formation et le développement des compétences

La formation peut être l'un des instruments qui, venant s'ajouter à d'autres dispositions permettront de résoudre le problème du secteur informel. La formation n'a pas pour rôle ni de préparer les gens à travailler dans le secteur informel, ni de les maintenir dans ce secteur, ni de faire en sorte qu'il se développe ; elle devrait plutôt, en liaison avec d'autres mesures telles que les politiques fiscales, l'octroi de crédits, l'élargissement de la protection sociale et la législation du travail, viser à améliorer la performance des entreprises et l'employabilité des travailleurs de manière à transformer les activités souvent marginales et de survie en un travail décent pleinement intégré dans la vie économique structurée. Les partenaires sociaux que ce soit au niveau local ou du côté de l'État devraient être impliqués au maximum dans la mise au point de ces programmes.

Étant donné le caractère hétérogène de l'économie informelle, les besoins de formation sont très diverses. C'est la raison pour laquelle la notion d'apprentissage tout au long de la vie est si importante, et la formation des travailleurs de l'économie informelle doit être centrée sur l'amélioration des compétences d'apprentissage en général et ne pas être uniquement une formation à des compétences professionnelles spécifiques. C'est aussi ce qui explique qu'il faut mettre l'accent sur les qualifications transférables, applicables à plusieurs emplois étroitement liés entre eux et sur l'utilisation des liens entre les économies formelles et informelles comme canal de transmissions des connaissances et des compétences techniques entre les divers segments de l'économie et de la société.

E- Développement économique local et la création d'emplois de qualité :

☞ Le plein emploi

Le plein-emploi, en économie désigne une situation dans laquelle les ressources en travail disponibles sur le marché sont pleinement utilisées. Bien que l'objectif du plein emploi s'applique en principe à la totalité de toutes les ressources productives, pour des raisons sociales, on l'applique seulement au facteur de travail. Certes il est difficile de penser que le taux de chômage peut être ramené à zéro, mais la recherche du plein emploi constitue un enjeu majeur pour les décideurs car la détresse économique qui résulte du chômage démoralise un grand nombre de gens et bouleverse les vies de famille.

Une condition nécessaire mais non suffisante de la création d'emplois durables de qualité est l'offre de formation, le développement des capacités d'entreprise et l'élargissement de la couverture des institutions sociales de financement. Les politiques de développement économique local peuvent jouer un rôle important à cet égard. Les politiques de développement économique local se concentrent généralement sur la création d'emplois par le développement des petites et micro-entreprises et peuvent ainsi aider les travailleurs de l'économie informelle à s'organiser, faciliter leur accès aux services, aux entreprises et au financement, et améliorer leur cadre de vie et de travail.

L'abondance de main-d'œuvre et la concurrence croissante sur les marchés entraînent de sérieux risques d'exploitation et de mauvais traitements des travailleurs. Il est possible, cependant, d'améliorer ces entreprises de façon à leur faire atteindre des niveaux de compétitivité leur permettant de soutenir la concurrence avec les grandes entreprises qui disposent d'un gros équipement.

Au cours des dernières décennies du XX^{ème} siècle, le secteur informel s'est non seulement maintenu, mais il a pris de l'ampleur et a aussi changé, tout comme le contexte économique mondial dans lequel il évolue.

Conclusion générale

Nous pouvons conclure que la prolifération de la vente illicite des médicaments dans ces deux fokontany est un phénomène à la fois vaste et complexe, car on peut dire que c'est un « réseau » donc il nous semble très difficile de la maîtriser complètement. Mais d'après le peu qu'on arrive à comprendre, nous pouvons dire que c'est tout d'abord un syndrome d'imitation car la majorité des acteurs malgré la crise socio-politique de ces derniers temps ne fait qu'augmenter en nombre. Les nouveaux venus du secteur le font d'abord par imitation. Le changement du niveau de vie des pionniers de cette activité est une des causes majeures qui pousse les autres car ces derniers sont devenus une référence pour eux. D'après tout ce que nous avons vu, il serait impossible de supprimer catégoriquement le secteur, la seule solution est peut-être de la réduire par exemple par la création d'emploi pour la population active.

On peut diviser les activités informelles en trois catégories différentes : d'abord il y a le secteur informel de subsistance ou de refuge des pauvres ensuite le secteur informel de transition et enfin, le secteur informel moderne. Le secteur informel a existé, continue d'exister et continuera d'exister avec ou sans crises. Il est tout simplement un mode de vie qui englobe le social en interaction avec l'économique et le culturel dans des pratiques simples qui s'accommodent aux réalités vécues par l'immense majorité de la population et s'adapte aux besoins les plus élémentaires d'une société ancrée dans ses valeurs morales et culturelles, propre à la société malagasy. Il faut noter aussi que le terme informel ne signifie pas qu'il n'existe aucune règle ni norme qui régit les activités des travailleurs. Les personnes qui exercent les activités informelles ont leur propre économie politique, leurs règles, conventions et structures informelles ou de groupe qui régissent l'entraide et la confiance réciproque, l'octroi de prêts, l'organisation de la formation, le commerce et l'accès au marché, l'exécution des obligations, etc. Nous ignorons par contre sur quoi se fondent ces règles ou normes informelles, et si elles respectent les droits fondamentaux des travailleurs et de quelle manière.

Ce qui pose problème pour notre pays actuellement, ce sont les produits périmés, de contre façon qui inondent le marché d'Antananarivo. La majorité des consommateurs ou des clients ce ne pas qu'ils ne sont pas au courant de cela, faute de moyen achètent ces produits qui sont souvent à vil prix. Dans le secteur médicamenteux selon l'OMS dans les pays en développement un médicament sur quatre est faux et entraîne qui est la cause de deux cent mille décès par ans.

Qu'on le veuille ou non nous nous trouvons, incontestablement en présence d'une société d'imitation et en pleine mutation. Pour l'heure le retard est évident, et le passif est lourd pour notre pays. On peut multiplier les reproches internes car Madagascar ou plutôt les Malgaches ne connaîtraient pas encore l'esprit d'initiative à l'Européenne, ni l'esprit de labeur à l'Asiatique, ni la notion de bien public de l'État moderne. Nous nous sommes qu'un pays exemplaire d'un syndrome de sous-développement. Un chaos politique qui dure, signifie qu'un pays s'enfonce vers les abîmes. Ses repères disparus il retourne vers l'État de nature, sans foi ni loi sauf la loi de la jungle ou du plus fort. La pauvreté ne fait qu'empirer, il n'est pas nécessaire de consulter les statistiques pour constater ces faits. Il suffit juste de voir les signes extérieurs de pauvreté qui minent les malgaches des quatre coins de l'île. Malgré tout cela, même si la plupart les habitants des hautes terres centrales malgaches sont habitué à faire le commerce, malgré tout cela aujourd'hui la majorité des acteurs sont issus des classes vulnérables. Les acteurs d'« en bas » ; des classes vulnérables ont été capables d'inventer, d'innover, de créer des activités permettant de satisfaire ses besoins essentiels. Actuellement c'est aussi une soupape de sécurité, avec ce qu'elle comporte d'accommodement et d'ingéniosité, ont permis au plus grand nombre de vivre ou survivre avec la majorité des nouveaux chômeurs ; 20.000 durant les trois premiers trimestres de l'année 2010, soit 6,8% des populations actives dont 75 pour cent d'entre eux occupent des postes n'ayant aucune référence à leur diplôme selon le ministère de la fonction publique. Dans ces deux quartiers environs, près de deux cent individus survivent actuellement de la vente des officines de la rue. La majorité surtout du côté des patrons on déjà fait cette activité depuis plus de cinq ans et ils ont tous maintenant leur place dans la société et gagnent bien leur vie.

L' « économie populaire », l'économie des micro-entreprises non fiscalisées, qui dans les pays en développement comme le nôtre, répondent aux besoins réels de la population et constituent un élément moteur de la démocratisation. Il est évident que cette économie comprend aussi le marché noir. Les responsables étatiques ont souvent du mal à comprendre le rôle que joue cette économie dans le développement démocratique d'un État en développement. Au lieu de la condamner ou l'ignorer, au prétexte que cette économie se situe en marge de la loi et qu'elle échappe à la législation du travail, ne faudrait-ils pas, au contraire l'encourager ? Le micro-crédit inventé par Mohamed Yunus au Bangladesh est un exemple qui mérite de retenir notre attention.

Références Bibliographiques

Ouvrages généraux

- 1) Albarello. L : « *Recueil et traitements quantitatifs des données d'enquête* » in *Pratiques et méthodes de recherche en sciences sociales*, Paris, Armand colin, 1995 p.39.
- 2) Betoine Alain « *Collection aide-mémoire sciences sociales* », Troisième édition, Éditions SIREY, 409p
- 3) Bourdieu. P : « *Questions de sociologie* », Les éditions de Minuit, Paris, Février 2004, 269p.
- 4) Mauss. M (1901), *Œuvres. 3. « Cohésion sociale et division de la sociologie »*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1969, 300p.
- 5) Olivier de Sardan. J.P : « *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social* », Collections hommes et sociétés, Éditions KARTHALA, 1990, 203p.
- 6) Quivy Raymond Luc Van Campenhoudt : « *Manuel de recherches en sciences sociales* » Deuxième édition, Édition DUNOD, Paris 1995, 288p.
- 7) Rocher G. : « *Talcott Parsons et la sociologie américaine* ». Paris : Les Presses universitaires de France, 1972, Collection SUP le sociologue, n° 29. 238 p.
- 8) Ruquoy. D : « *situation d'entretien et stratégie de l'interviewer* » in *Pratique et méthodes de recherche en sciences sociales*, Paris1995, Armand Colin, P.34.

Ouvrages spécifiques

- 1) CEPED : « *la transition urbaine est-elle achevée en Afrique subsaharienne ?* » (Centre français sur la population et le développement) Juillet-Septembre 1999, n°34.
- 2) Charmes. J : « *Les femmes et l'emploi dans le secteur informel : mondialisation et organisation* » (WIEGO), deuxième réunion annuelle, 22-23 mai 2000, Cambridge, Massachusetts.
- 3) Decary R. : « *Modalités et conséquences de migrations intérieures récentes des populations malgaches* » Tananarive, Imprimerie officielle, 1941. p.34.
- 4) Ghali .B. B : « *L'interaction démocratie et développement* » UNESCO, 2002, 416p.
- 5) Gibbal. J. M : « *Citadins et villageois dans la ville africaine* ». L'exemple d'Abidjan. Éditions Maspero Paris, 1974, 400p.
- 6) KAYSER. B, 1985 : « *Pour une analyse de la classe moyenne dans les pays du Tiers Monde* », Revue Tiers Monde, t. XXVI, n°101, janvier-mars, p.7-31.
- 7) Lacoste Y. : « *Géographie du sous-développement, géopolitique d'une crise* ». Paris, PUF, 1976. 293 p.
- 8) Michalet. C. A : « *Qu'est ce que la mondialisation ?* » Petit traité à l'usage de ceux et celles qui ne savent pas encore s'il faut être pour ou contre, Editions La Découverte, Paris, 2004, 208p.
- 9) Sandron. F : « *Population rurale et enjeux foncier à Madagascar* », Éditions CITE et KARTHALA, 2008, 235p.
- 10)Tarde G. de : « *Les lois de l'imitation* ». Première édition : 1890, Deuxième édition, 1895. Réimpression. Paris : Éditions Kimé, 1993, 428 p.

Documents officiels

- ☞ Rakotondrafara. C, 2005 : « *Rapport national sur la population et le développement socio-économique de Madagascar* », République de Madagascar, Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs, Pnud, Antananarivo, 90 p.
- ☞ Ravelosoa. J.R., 2001 : « *Dynamique de la pauvreté. Un bref aperçu du niveau des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo* » p.9.
- ☞ Madagascar-DIAL-INSTAT-ORSTOM (MADIO) : « *Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo : 1995-2001* » enquête 1-2-3 juillet 2004 p. 9. MADIO : Madagascar-DIAL-INSTAT-ORSTOM
- ☞ Institut de Recherche pour le Développement(IRD) : « *Pauvreté, chômage et exclusion dans les pays du sud* », sommet mondial sur le développement social, Copenhague du 6 au 12 Mars 1995.
- ☞ Bureau International du Travail(BIT) : Rapport IV sur le « *Travail décent et économie informelle* », Conférence internationale du travail, 90^e session, Genève, 2002.

Revue et journaux

- ☞ L'Express de Madagascar Édition n°4669 daté du 21-07-2010.
- ☞ Groupe Express de Madagascar : « *Le journal du cinquantenaire* » n° hors-série.
- ☞ Madagascar matin édition n°0187 du 05 février 2010 rubrique société, édition n°0261 rubrique société, du 06/05/10.
- ☞ L'hebdo de Madagascar n°0123 du 22-28 juin 2007 rubrique économie.
- ☞ Le courrier de Madagascar n°0030 du 07 septembre 2005.

Webographie

- ☞ Département de l'information de l'ONU, DPI/1487/SOC/CON-Août 1994, « *attaquer la pauvreté* » (www.worldbank.org).
- ☞ Population référence bureau, 2007 : « *statistique demographics and Heath Highlights Madagascar* » (www.prb.org).
- ☞ INSTAT/DRID. 2010, « *Madagascar en chiffre, enquête démographique et de santé (EDS)* » (www.instat.mg).
- ☞ OXFAM, 2010, « *le coût humain du changement climatique* » (www.oxfam.org).
- ☞ Teholy Martin, 2005, « *L'Express de Madagascar online : le sous emploi et le secteur informel règne* » (www.omef.mg).

Table des matières

Introduction générale	1
PREMIÈRE PARTIE : APPROCHE CONCEPTUELLE DU SECTEUR INFORMELLE À MADAGASCAR	1
Chapitre I : Critères et facteurs favorisant le secteur-informel à Madagascar	15
Section 1 : Le sous-développement : concepts ou réalités	15
A-Facteurs du sous-développement à Madagascar	16
B-Critères du sous-développement	18
Section 2 : Approche globale du secteur informel à Madagascar	23
A-Aspect général du secteur informel.....	23
B-État des lieux sur les débats relatifs au concept d'économie informelle dans l'économie du développement	27
C-États des lieux à Madagascar	30
Chapitre II : L'économie informelle et les effets de la globalisation.....	33
Section 1 : Les causes lointaines	33
A-Facteurs démographique	33
B-Le contexte de mondialisation et pauvreté économique	40
Section 2 : État des lieux du secteur informel dans la ville d'Antananarivo.....	43
A-Une approche globale de la crise	43
 DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE ANALYTIQUE DE L'ACTIVITÉ INFORMELLE DANS LES FOKONTANY D'AMBOHIPO ET D'AMBOLOKANDRINA	 47
Chapitre III : Caractéristiques socio-économiques d'Ambohipo et d'Ambolokandrina	47
Section 1 : Cadre général du fokontany	48
A-Cadre institutionnel.....	49
B-Situation démographique.....	51
Section 2 : Aspects économiques	57
A -Activités économiques prédominantes.....	57
B-Données sociales	58
Chapitre IV : Corrélation entre les clients et fournisseurs	59
Section1 : Caractéristiques de l'économie populaire	59
Section 2 : Une approche par les relations et les réseaux.....	61
A-Approche historique/originelle du pullulement de la vente illicite des médicaments dans ces deux fokontany.	61
B-Tentative d'analyse sur les circuits de ravitaillements	62
Section 2 : Présentation du secteur informel dans le fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina	65
A-Activité tertiaire et secteur informel	65

B-Etude d'impacts.....	72
Chapitre V : Opérationnalisation des hypothèses.....	73
A-Validation et infirmation des hypothèses.....	73
TROISIÈME PARTIE : APPROCHE PROSPECTIVES	79
Chapitre VI : Difficultés rencontrées et stratégies adoptés	79
A-Caractéristiques de l'économie populaire	Erreur ! Signet non défini.
Chapitre VII- Suggestions.....	80
B-Éducation à la	81
C-Démocratisation et action citoyenne	82
D-Éducation et éducation de base	83
E-Formation et le développement des compétences	84
F-Développement économique local et la création d'emplois de qualité :	85
Conclusion générale.....	86
Références Bibliographiques.....	89
Liste des tableaux	
Liste des graphiques	
Liste des abréviations	
ANNEXES	
RÉSUMÉ	
Mots clés	
CURRICULUM VITAE	
Présentation du document	

Liste des tableaux

Tableau n°01 : Tableau d'échantillonnage quantitatif.....	p.11
Tableau n°02 : Pourcentage des biens et services.....	p.20
Tableau n°03 : L'évolution de la consommation de quelques produits de première nécessité depuis 1960.....	p.44
Tableau n°04 : Répartition de la population par tranche d'âge et par sexe dans le fokontany d'Ambolokandrina.....	p.51
Tableau n°05 : Répartition de la population par tranche d'âge et par sexe dans le fokontany d'Ambohipo.....	p.53
Tableau n°06 : Pourcentage et effectifs des habitants dans le fokontany.....	p.55
Tableau n°07 : Tableau représentant les motifs de départ des populations migrantes...	p.56
Tableau n°08 : L'économie populaire.....	p.60
Tableau n°09 : Pourcentage des acteurs du secteur informel dans les deux fokontany du point de vue genre.....	p.65
Tableau n°10 : Répartition des sujets enquêtés selon le critère d'âge	p.68
Tableau n°11 : Proportion des acteurs de l'économie informelle selon le niveau d'instruction	p.62
Tableau n°12 : Répartition des sujets enquêtés selon l'appartenance ethnique et la région d'origine.....	p.70
Tableau n°13 : Les sources de financement au début du travail.....	p.70
Tableau n°14 : Répartition des sujets enquêtés selon l'appartenance ethnique.....	p.71
Tableau n°15 : Catégorisation des clients.....	p.77

Listes des graphiques

Graphique n°01 : Répartition des biens et services des ménages.....	p.20
Graphique n°02 : Répartition de la population d'Ambolokandrina par d'âge	p.52
Graphique n°03 : Répartition de la population d'Ambolokandrina par sexe.....	p.52
Graphique n°04 : Répartition par tranche d'âge de la population d'Ambohipo.....	p.53
Graphique n°05 : Répartition par sexe de la population d'Ambohipo.....	p.54
Graphique n°06 : Composition ethnique de la population d'Ambohipo et d'Ambolokandrina.....	p.55
Graphique n°07 : Diagramme de la situation matrimoniale.....	p. 66

Liste des abréviations

BIT : Bureau International du Travail.

Dial : Développement des investigations sur l'ajustement à long terme.

FMI : Fonds Monétaire International.

INSTAT : Institut National de la Statistique

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

MADIO : Madagascar-DIAL-INSTAT-ORSTOM

OIT : Organisation Internationale du Travail.

OMEF : Observatoire Malgache de l'Emploi et de la Formation professionnelle continue et entrepreneuriale.

OMS : Organisation Mondiale de la Santé.

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Organisation Internationale qui a pour but de promouvoir le maintien de la paix et dans le mode par l'éducation, la science et la culture.

ANNEXES

I

Questionnaires

Identification sociologique des acteurs du secteur informel (Patrons, Intermédiaires, Clients)

- | | Masculin | Féminin | | | | | |
|-----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 1) Sexe : | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | | | | |
| 2) Âge : | | | | | | | |
| | | | Célibataire ? | Marié(e) ? | Veuf (ve) ? | Divorcé(e) ? | Autres ? |
| 3) Situation matrimoniale : | <input type="checkbox"/> |
| | | | Primaire ? | Collège ? | Lycée ? | Université ? | |
| 4) Niveau d'instruction : | <input type="checkbox"/> | |
| | | | Chrétienne | Musulmane | Autres | | |
| 5) Religion ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | | | |
| 6) Ethnie ? | | | | | | | |
| 7) Adresse/Quartier ? | | | | | | | |

II

Pour les Patrons et leurs Intermédiaires

8) Qu'est ce qui vous à poussé à faire cette activité ?

9) Pourquoi avez-vous choisi ces Fokontany ?

10) Est-ce que vous avez fait des études universitaires ?

Oui

Non

- Dans quelle filière ?

- Vous vous êtes arrêté quel niveau ?

11) Quelles sont vos sources de financement ? Tontines ? Mutuelles ? Banques ?
Capital personnel ? Autres ?

12) Qui sont vos propres clients ?

13) Auriez des clients fixes ?

Oui

Non

14) Qui sont vos fournisseurs ?

15) Quel type de médicaments est le plus recherché ?

16) Prendriez-vous des repos ?

Oui

Non

17) Etes-vous au courant de ce que vous faite est illégal ?

Oui

Non

18) Est-ce qu'on peut bien vivre avec cette activité ?

Oui

Non

19) Comment élaboriez-vous vos tarifs par rapport aux autre pharmaciens ou bien entre vous ?

IV

Fonction sociale du secteur informel

33) - Avez-vous travaillé avant d'exercer ce métier ?

Oui

Non

- Si Oui, à quelle fonction ?

34) - Avez-vous une fois connu le chômage ?

Oui

Non

- Si Oui, quelle fut la durée ?

35) - Combien de personnes employez-vous ? 04 ? 05 ? 06 ? 07 ? 08 ? 09 ? 10 ? +10 ?

- En quelle qualité les employez-vous ? Apprenti ? Aide ? Employé ?

- Combien gagnent-ils en moyenne par mois ?

36) Combien gagnez-vous par mois ?

37) A combien s'élève votre charge familiale par mois ?

38) Quelle appréciation faites-vous de vos tarifs ? Abordables ? Chers ? Très chers ?

39) Comptez-vous faire le même travail dans les années à venir ?

Oui

Non

40) Quelle utilité pensez-vous que votre travail a pour :

- les clients ?

- votre famille ?

Fonction économique du secteur informel

41) - Etes-vous inscrit(e) dans un ou des registres réglementaires ? Oui Non

- Si Oui, lesquels ?

42) - Payez-vous des impôts ou des taxes dans le cadre de votre travail ? Oui Non

- Si Oui, lesquels ?

43) A combien estimez-vous votre production annuelle ou chiffre d'affaires ?

44) - Faites-vous des investissements ? Oui Non

- Si Oui dans quelle domaine investissiez-vous ?

Nous vous remercions de votre aimable collaboration.

CURRICULUM VITAE

ÉTAT CIVIL

Nom : RAMONJAVELO

Prénom : Cécilien

Date et lieu de naissance : 15 août 1982 à Antsiranana

CIN : 715 051 016 303 délivré le 23/04/03 à Antsiranana

Sexe : Masculin

Nationalité : Malagasy

Adresse : VT 85 HBP Andohanimandroseza Antananarivo (101)

Téléphone : +26132 41 269 23

Email : rcecilien93@yahoo.fr

FORMATIONS ACADEMIQUES

2010 : Licence en Travail Social et développement ; département de sociologie Université d'Antananarivo.

2004 à 2007 : étudiant à la Faculté des lettres et sciences humaines département de Géographie de l'université d'Antananarivo.

2003 : Baccalauréat Littéraire

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES (Stages)

– Stages de mémoire :

Avril-Juin 2010 : Le secteur informel dans le deuxième arrondissement : cas de la vente des médicaments aux fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina

– Stages au sein des centres sociaux :

Fondation Terre des Hommes

Centre hospitalier de Soavinandriana ou CEHENOSOA.

ASA ou Ankohonana Sahirana Arenina

– Stages communaux :

Décembre 2009 : Centre de Service Agricole ou CSA de Soavinandriana région Itasy.

Décembre 2008 : au sein de la commune rurale d'Arivonimamo

Décembre 2007 : dans commune rurale d'Anosiala région Analamanga district d'Ambohidratrimo.

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Malagasy : Moyen

Français : Courant

Anglais : Moyen

DIVERS

- **Connaissance en informatique bureautique** : Word – Excel – Internet
- **Loisirs** : , musique, cinéma, lecture.

Je déclare sur l'honneur l'exactitude et la sincérité que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mes expériences.

RÉSUMÉ

L'économie populaire urbaine ou ce que l'on a coutume de nommer "secteur informel" fait vivre plus de la moitié de la population dans de nombreuses familles. Selon le Bureau international du travail (BIT), elle fournit au moins la moitié de l'emploi dans la majorité des pays en développement. Elle serait même à l'origine de 90% des créations d'emplois dans les grandes agglomérations de l'Afrique subsaharienne.

On peut diviser en trois les raisons du pullulement de l'économie populaire sur le cas de Madagascar : historique, démographique et politique. Les crises socio-politiques qui se sont succédé depuis notre indépendance et les politiques gouvernementales aggravent la situation. C'est le cas aujourd'hui où le nombre des personnes qui survivent grâce à cette activité ont augmenté. En premier lieu, elle fournit de l'emploi et des revenus que l'économie moderne sera de moins en moins capable d'offrir. En second lieu, l'économie populaire fournit des biens et des services peut être de moindre qualité, mais à des prix et des conditions adaptées à une clientèle sinon pauvre, du moins modeste. Une de ces conditions est la divisibilité des biens qui permet à des familles modestes un accès parcimonieux à certaines denrées.

Mots clés : marchandage, démocratisation, secteur informel, économie populaire, ajustement structurel, capitation.

Présentation du document

- **Titre :** « Le secteur informel dans la région d'Analamanga : cas de la vente des médicaments aux fokontany d'Ambohipo et d'Ambolokandrina »
- **Domaine :** Sociologie du développement
- **Date :** Octobre 2010
- **Nombre de pages :** 93
- **Nombre de tableaux :** 15
- **Nombre de graphiques :** 07

Encadreur : ANDRIANASOLO RATSIMATAHOTRARIVO Laurent